

Communiqué

EMPIRE
COMPANY LIMITED

115, rue King
Stellarton (N.-É.)
B0K 1S0

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
le 9 décembre 2010

À l'attention des rédacteurs des chroniques affaires et finance:

EMPIRE COMPANY COMMUNIQUE SES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

STELLARTON, NS, le 9 décembre /CNW/ - Empire Company Limited (EMP.A à la Bourse de Toronto) a communiqué aujourd'hui ses résultats financiers pour le deuxième trimestre terminé le 30 octobre 2010. La Société a inscrit un bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments de 73,9 M\$ (1,08 \$ par action) au deuxième trimestre, comparativement à 72,1 M\$ (1,06 \$ par action) pour le deuxième trimestre du dernier exercice. Le bénéfice net du deuxième trimestre s'est établi à 132,8 M\$ (1,94 \$ par action), par rapport à 70,4 M\$ (1,03 \$ par action) au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net du deuxième trimestre comprend des gains (pertes) en capital et autres éléments d'un montant net de 58,9 M\$ (0,86 \$ par action), comparativement à des pertes en capital et autres éléments d'un montant net de 1,7 M\$ (0,03 \$ par action) au deuxième trimestre du dernier exercice.

Faits saillants du deuxième trimestre

- Produits de 3,91 G\$, en hausse de 37,3 M\$, ou 1,0 %.
- Ventes des magasins comparables de Sobeys Inc. (" Sobeys ") stables comparativement au deuxième trimestre de l'exercice précédent.
- Bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments de 73,9 M\$ (1,08 \$ par action), comparativement à 72,1 M\$ (1,06 \$ par action) au dernier exercice.
- Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts, de 58,9 M\$, comparativement à des pertes de 1,7 M\$ l'an dernier.
- Bénéfice net de 132,8 M\$ (1,94 \$ par action), par rapport à 70,4 M\$ (1,03 \$ par action) pour l'exercice précédent.
- Ratio de la dette nette sur le capital de 17,3 %, en baisse par rapport à 21,8 % à la fin du dernier exercice et à 27,5 % à la fin du deuxième trimestre de l'exercice précédent.

"Nous sommes satisfaits de nos résultats financiers pour le deuxième trimestre et en cumul annuel, particulièrement compte tenu des difficultés que constitue pour Sobeys la déflation constante des prix de détail découlant d'une concurrence féroce", a déclaré Paul Sobey, président et chef de la direction. "Notre situation financière continue de s'améliorer, et nous avons renforcé notre situation de trésorerie grâce à la vente de notre participation dans le Fonds de revenu Wajax au cours du deuxième trimestre. Pour l'avenir, nous maintiendrons l'accent sur nos activités principales, tandis que nous continuons de travailler tous ensemble à accroître la valeur durable à long terme."

Déclaration de dividendes

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,20 \$ par action sur les actions de catégorie A sans droit de vote et les actions ordinaires de catégorie B. Ce dividende sera versé le 31 janvier 2011 aux actionnaires dûment inscrits en date du 14 janvier 2011. De plus, le conseil a déclaré des dividendes réguliers sur les actions privilégiées en circulation de la Société. Au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et des lois provinciales applicables, ces dividendes sont admissibles au traitement fiscal favorable applicable à de tels dividendes.

Le tableau qui suit présente un résumé du rendement financier pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010, comparativement aux périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 31 octobre 2009.

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Périodes de 13 semaines terminées le		Périodes de 26 semaines terminées le	
	30 octobre 2010	31 octobre 2009	30 octobre 2010	31 octobre 2009
Produits sectoriels				
Vente au détail de produits alimentaires	3 853,4 \$	3 807,0 \$	7 828,7 \$	7 713,7 \$
Immobilier				
Propriétés résidentielles	7,5	14,0	22,6	25,4
Propriétés commerciales	3,3	4,7	7,3	8,4
	10,8	18,7	29,9	33,8
Placements et autres activités	50,1	52,3	98,0	99,6
	3 914,3	3 878,0	7 956,6	7 847,1
Élimination	(2,3)	(3,3)	(3,4)	(3,9)
	3 912,0 \$	3 874,7 \$	7 953,2 \$	7 843,2 \$
Bénéfice d'exploitation sectoriel				
Vente au détail de produits alimentaires	109,5 \$	106,3 \$	235,7 \$	227,9 \$
Immobilier				
Propriétés résidentielles	3,7	7,3	11,8	12,4
FPI Crombie(1)	4,4	4,9	8,5	9,8
Propriétés commerciales	0,9	1,4	1,8	1,1
	9,0	13,6	22,1	23,3

Placements et autres activités Wajax(2)	5,3	1,9	8,7	4,6
Autres placements et activités, déduction faite des charges du siège social	(1,1)	(1,1)	(3,5)	(4,9)
	-----	-----	-----	-----
	4,2	0,8	5,2	(0,3)
	-----	-----	-----	-----
	122,7 \$	120,7 \$	263,0 \$	250,9 \$
	-----	-----	-----	-----

Bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments	73,9 \$	72,1 \$	155,5 \$	144,3 \$
Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts	58,9	(1,7)	58,9	15,8
	-----	-----	-----	-----
Bénéfice net	132,8 \$	70,4 \$	214,4 \$	160,1 \$
	-----	-----	-----	-----

Bénéfice par action, de base				
Résultats d'exploitation	1,09 \$	1,06 \$	2,28 \$	2,11 \$
Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts	0,86	(0,03)	0,86	0,23
	-----	-----	-----	-----
Bénéfice net	1,95 \$	1,03 \$	3,14 \$	2,34 \$
	-----	-----	-----	-----

Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, de base (en millions)(3)	68,1	68,4	68,2	68,4
	-----	-----	-----	-----

Bénéfice par action, après dilution				
Résultats d'exploitation	1,08 \$	1,06 \$	2,27 \$	2,11 \$
Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts	0,86	(0,03)	0,86	0,23
	-----	-----	-----	-----
Bénéfice net	1,94 \$	1,03 \$	3,13 \$	2,34 \$
	-----	-----	-----	-----

Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après dilution (en millions)(3)	68,3	68,5	68,4	68,5
	-----	-----	-----	-----
	-----	-----	-----	-----
Dividendes annualisés par action	0,80 \$	0,74 \$		
	-----	-----		
	-----	-----		

-
- (1) Résultats comptabilisés à la valeur de consolidation en lien avec la participation de 46,9 % dans le FPI Crombie.
 - (2) Résultats comptabilisés à la valeur de consolidation en lien avec la participation de 27,5 % dans Wajax. Ce placement a été vendu le 5 octobre 2010.
 - (3) La baisse du nombre moyen pondéré d'actions en circulation par rapport aux périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 31 octobre 2009 est le résultat de l'achat par Empire de 513 579 actions de catégorie A sans droit de vote à des fins d'annulation en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011.

Pour obtenir d'autres informations sectorielles, veuillez consulter la note 14 des états financiers consolidés non vérifiés pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 faisant partie du présent communiqué.

SURVOL DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Produits d'exploitation

Les produits consolidés du deuxième trimestre se sont chiffrés à 3,91 G\$, comparativement à 3,87 G\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, une hausse de 37,3 M\$, ou 1,0 %. Les produits de Sobeys ont atteint 3,85 G\$, par rapport à 3,81 G\$ au deuxième trimestre du dernier exercice, ce qui représente une augmentation de 46,4 M\$, ou 1,2 %. La croissance des ventes de Sobeys est demeurée directement liée à l'accroissement de la superficie de vente au détail découlant des nouveaux magasins et des travaux d'agrandissement, combiné à la mise en œuvre continue d'initiatives de vente et de merchandising, à l'amélioration de l'exécution en magasin et à l'innovation en matière de produits et de services. Sobeys a continué de composer avec la déflation des prix de détail des aliments et les activités des concurrents, ce qui a été en partie compensé par la croissance associée à ces initiatives. Les ventes des magasins comparables de Sobeys ont été stables par rapport au deuxième trimestre du dernier exercice.

Pour le deuxième trimestre, les produits du secteur immobilier se sont chiffrés à 10,8 M\$, en baisse de 7,9 M\$ par rapport aux 18,7 M\$ inscrits au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les produits tirés des propriétés résidentielles ont reculé de 6,5 M\$, tandis que ceux liés aux propriétés commerciales ont diminué de 1,4 M\$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Le secteur des placements et autres activités a déclaré des produits de 50,1 M\$ au deuxième trimestre, comparativement à 52,3 M\$ pour la période correspondante du dernier exercice, ce qui représente une baisse de 2,2 M\$.

Les produits consolidés du premier semestre de 2011 ont atteint 7,95 G\$, par rapport à 7,84 G\$ pour le premier semestre de 2010, une progression de 110,0 M\$, ou 1,4 %. La croissance des produits découle en grande partie d'une augmentation de 115,0 M\$, ou 1,5 %, du chiffre d'affaires du secteur de la vente au détail de produits alimentaires par rapport à la même période de l'exercice précédent, jumelée à une progression de 0,2 % des ventes des magasins comparables. Les produits du secteur de l'immobilier ont fléchi de 3,9 M\$, ou 11,5 %, se chiffrant à 29,9 M\$ pour le premier semestre de l'exercice, tandis que les produits tirés des placements et des autres activités ont baissé de 1,6 M\$, ou 1,6 %, pour s'établir à 98,0 M\$.

Bénéfice d'exploitation

Au deuxième trimestre, le bénéfice d'exploitation consolidé a totalisé 122,7 M\$, un gain de 2,0 M\$, ou 1,7 %, par rapport aux 120,7 M\$ déclarés au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Les facteurs suivants ont contribué à la variation sur douze mois du bénéfice d'exploitation consolidé au deuxième trimestre :

- (i) La contribution de Sobeys au bénéfice d'exploitation d'Empire a totalisé 109,5 M\$ au deuxième trimestre, une augmentation de 3,2 M\$, ou 3,0 %, par rapport à 106,3 M\$ au deuxième trimestre du dernier exercice.
- (ii) Au deuxième trimestre, la contribution des propriétés résidentielles au bénéfice d'exploitation s'est établie à 3,7 M\$, en baisse de 3,6 M\$ par rapport à 7,3 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.
- (iii) Les propriétés commerciales (ce qui comprend le FPI Crombie) ont généré un bénéfice d'exploitation de 5,3 M\$ pour le trimestre, comparativement à 6,3 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent, un recul de 1,0 M\$. La contribution du FPI Crombie au bénéfice d'exploitation du deuxième trimestre s'est chiffrée à 4,4 M\$, par rapport à 4,9 M\$ au deuxième trimestre du dernier exercice.
- (iv) Le bénéfice d'exploitation du secteur des placements et autres activités (déduction faite des charges du siège social) s'est élevé à 4,2 M\$ au deuxième trimestre, comparativement à 0,8 M\$ pour la période correspondante du dernier exercice. Le résultat comptabilisé à la valeur de consolidation lié à la participation, récemment vendue, de 27,5 % de la Société dans le Fonds de revenu Wajax (" Wajax ") s'est établi à 5,3 M\$ au deuxième trimestre par rapport à 1,9 M\$ au deuxième trimestre l'an dernier. La perte d'exploitation liée aux autres activités (déduction faite des charges du siège social) a été de 1,1 M\$, ce qui est identique au deuxième trimestre l'an dernier.

Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, le bénéfice d'exploitation s'est situé à 263,0 M\$, en hausse de 12,1 M\$, ou 4,8 %, par rapport à la période comparable de l'exercice précédent. Le bénéfice d'exploitation du secteur de la vente au détail de produits alimentaires a augmenté, passant à 235,7 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2011, comparativement à 227,9 M\$ au dernier exercice, ce qui constitue une progression de 7,8 M\$, ou 3,4 %. Le bénéfice d'exploitation du secteur de l'immobilier pour le premier semestre de 2011 a reculé de 1,2 M\$, ou 5,2 %, passant de 23,3 M\$ pour l'exercice précédent à 22,1 M\$ pour l'exercice 2011. Le bénéfice d'exploitation tiré des placements et des autres activités pour les deux premiers trimestres de l'exercice 2011 a progressé de 5,5 M\$ et s'est fixé à 5,2 M\$, alors qu'une perte de 0,3 M\$ avait été comptabilisée pour la même période au dernier exercice.

Intérêts débiteurs

Pour le deuxième trimestre, les intérêts débiteurs se sont chiffrés à 17,8 M\$, en baisse de 0,2 M\$, ou 1,1 %, comparativement à 18,0 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La baisse des intérêts débiteurs est principalement liée au recul de l'encours moyen de la dette portant intérêt consolidée, en partie annulé par la hausse des taux d'intérêt moyens applicables à la dette portant intérêt pendant le trimestre, lesquels sont surtout liés à l'émission de nouveaux billets à moyen terme de 30 ans par Sobeys et à l'augmentation des taux d'intérêt applicables à la dette à taux variable.

Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, les intérêts débiteurs se sont fixés à 37,4 M\$, en hausse de 1,2 M\$, ou 3,3 %, par rapport à la période correspondante du dernier exercice. La hausse des intérêts débiteurs est essentiellement le fait de l'augmentation des taux d'intérêt moyens applicables à la dette portant intérêt, ce qui a été partiellement annulé par la baisse de l'encours moyen de la dette portant intérêt au cours du premier semestre de l'exercice 2011 comparativement à la même période de l'exercice précédent.

La dette portant intérêt consolidée se situait à 1 189,0 M\$ à la fin du deuxième trimestre, par rapport à 1 284,1 M\$ à la fin du deuxième trimestre du dernier exercice, une baisse de 95,1 M\$, ou 7,4 %.

Impôts sur les bénéfices

Le taux d'imposition effectif (exception faite de l'incidence des gains en capital et autres éléments) s'est établi à 26,5 % au deuxième trimestre, par rapport à 29,6 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le premier semestre de 2011, le taux d'imposition effectif (exception faite de l'incidence des gains en capital et autres éléments) s'est établi à 27,7 %, par rapport à 30,4 % au premier semestre du dernier exercice.

La baisse du taux d'imposition effectif est en grande partie attribuable au recul des taux d'imposition dans les différents territoires fiscaux au sein desquels la Société exerce ses activités.

Bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments

Empire a inscrit un bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments de 73,9 M\$ (1,08 \$ par action) pour le deuxième trimestre, comparativement à 72,1 M\$ (1,06 \$ par action) pour la même période l'an dernier. La progression de 1,8 M\$, ou 2,5 %, du bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments par rapport à l'exercice précédent, s'explique par la baisse de 2,6 M\$ des impôts sur les bénéfices, la hausse de 2,0 M\$ du bénéfice d'exploitation et la diminution de 0,2 M\$ des intérêts débiteurs, ce qui a été en partie annulé par une augmentation de 3,0 M\$ de la charge liée à la part des actionnaires sans contrôle.

L'augmentation de 11,2 M\$, ou 7,8 %, du bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments au premier semestre de l'exercice 2011 découle d'une hausse de 12,1 M\$ du bénéfice d'exploitation et d'une baisse de 2,6 M\$ des impôts sur les bénéfices qu'une progression de 1,2 M\$ des intérêts débiteurs et une augmentation de 2,3 M\$ de la charge liée à la part des actionnaires sans contrôle ont partiellement annulées.

Le tableau suivant présente le bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments de chaque secteur d'Empire pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010, comparativement aux périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 31 octobre 2009.

	Périodes de 13 semaines terminées le				Périodes de 26 semaines terminées le			
	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$	Var. en %	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$	Var. en %
Vente au détail de produits alimentaires (1)	66,3 \$	64,9 \$	1,4 \$	2,2 %	141,0 \$	134,1 \$	6,9 \$	5,1 %
Immobilier	6,6	8,8	(2,2)	(25,0 %)	15,1	14,9	0,2	1,3 %
Placements et autres activités	1,0	(1,6)	2,6	162,5 %	(0,6)	(4,7)	4,1	87,2 %
Bénéfice consolidé	73,9 \$	72,1 \$	1,8 \$	2,5 %	155,5 \$	144,3 \$	11,2 \$	7,8 %

(1) Déduction faite de l'incidence de l'amortissement lié à la privatisation de Sobey's.

Gains (pertes) en capital et autres éléments

La Société a inscrit des gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts, de 58,9 M\$ au deuxième trimestre, par rapport à des pertes de 1,7 M\$ pour la même période l'an dernier. Les gains (pertes) en capital et autres éléments du deuxième trimestre de l'exercice 2011 ont principalement consisté en un gain de 75,8 M\$ sur la vente de Wajax, qui a été en partie annulé par les coûts de 15,7 M\$ (après impôts) associés à la fermeture prévue de magasins Price Chopper en Ontario et par les indemnités de départ ponctuelles liées à la fermeture prochaine d'un centre de distribution à Brantford, en Ontario. Les gains (pertes) en capital et autres éléments inscrits au deuxième trimestre de l'exercice précédent découlaient principalement de la part d'Empire dans un swap de taux d'intérêt qui a été réglé par le FPI Crombie au cours du trimestre.

La Société a inscrit des gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts, de 58,9 M\$ pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, par rapport à 15,8 M\$ pour la période de 26 semaines terminée le 31 octobre 2009. Les gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts, pour le premier semestre de l'exercice précédent incluaient une somme de 17,0 M\$ liée au traitement fiscal de la vente des actions de Hannaford Bros. Co. au cours de l'exercice 2001.

Le tableau ci-dessous présente les gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts, pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010, comparativement aux périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 31 octobre 2009.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines terminées le			Périodes de 26 semaines terminées le		
	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$
Gain à la vente de Wajax	75,8 \$	- \$	75,8 \$	75,8 \$	- \$	75,8 \$
Réduction de la valeur d'un actif du secteur immobilier	(1,8)	-	(1,8)	(1,8)	-	(1,8)
Coûts liés à la fermeture de magasins et d'un centre de distribution	(15,7)	-	(15,7)	(15,7)	-	(15,7)
Part dans le FPI Crombie	-	(3,1)	3,1	-	(3,1)	3,1
Règlement fiscal en lien avec Hannaford	-	-	-	-	17,0	(17,0)
Autres éléments	0,6	1,4	(0,8)	0,6	1,9	(1,3)
	58,9 \$	(1,7) \$	60,6 \$	58,9 \$	15,8 \$	43,1 \$

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre, le bénéfice net consolidé s'est établi à 132,8 M\$ (1,94 \$ par action), par rapport à 70,4 M\$ (1,03 \$ par action) pour le deuxième trimestre du dernier exercice. La hausse de 62,4 M\$ du bénéfice net est attribuable à l'augmentation de 60,6 M\$ des gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts, et à la progression de 1,8 M\$ du bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments, conformément à ce qui a déjà été mentionné.

Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, le bénéfice net consolidé a totalisé 214,4 M\$ (3,13 \$ par action), par rapport à 160,1 M\$ (2,34 \$ par action) pour la même période l'an dernier. L'augmentation de 54,3 M\$ du bénéfice net est attribuable à la hausse de 43,1 M\$ des gains (pertes) en capital et autres éléments réalisés et à la progression de 11,2 M\$ du bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments, conformément à ce qui a déjà été mentionné.

Le tableau suivant présente le bénéfice net d'Empire, par secteur, pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010, comparativement aux périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 31 octobre 2009.

	Périodes de 13 semaines terminées le			Périodes de 26 semaines terminées le		
	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$
(en mil- lions de dollars)						
Vente au détail de produits alimen- taires(1)	50,6 \$	66,0 \$	(15,4)\$	125,3 \$	135,2 \$	(9,9)\$
Immobilier	5,4	5,7	(0,3)	13,9	11,8	2,1
Placements et autres activités	76,8	(1,3)	78,1	75,2	13,1	62,1
Bénéfice consolidé	132,8 \$	70,4 \$	62,4 \$	214,4 \$	160,1 \$	54,3 \$

(1) Déduction faite de l'incidence de l'amortissement lié à la privatisation de Sobeys.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente un résumé de certaines données financières consolidées tirées des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société.

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Exercice 2011		Exercice 2010	
	T2	T1	T4	T3
	(13 sem.) 30 octobre 2010	(13 sem.) 31 juillet 2010	(13 sem.) 1er mai 2010	(13 sem.) 30 janvier 2010
Produits	3 912,0 \$	4 041,2 \$	3 836,8 \$	3 836,2 \$
Bénéfice d'exploitation	122,7	140,3	118,5	110,3
Résultats d'exploitation(2)	73,9	81,6	71,9	68,3
Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts	58,9	-	1,6	-
Bénéfice net	132,8 \$	81,6 \$	73,5 \$	68,3 \$
Données par action, de base				
Résultats d'exploitation	1,09 \$	1,19 \$	1,05 \$	1,00 \$
Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts	0,86	-	0,02	-
Bénéfice net	1,95 \$	1,19 \$	1,07 \$	1,00 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, de base (en millions)(3)	68,1	68,4	68,4	68,4
Données par action, après dilution				
Résultats d'exploitation	1,08 \$	1,19 \$	1,05 \$	0,99 \$
Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts	0,86	-	0,02	-
Bénéfice net	1,94 \$	1,19 \$	1,07 \$	0,99 \$

Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après dilution (en millions)(3)	68,3	68,5	68,5	68,5
--	------	------	------	------

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Exercice 2010		Exercice 2009(1)	
	T2 (13 sem.) 31 octobre 2009	T1 (13 sem.) 1er août 2009	T4 (13 sem.) 2 mai 2009	T3 (13 sem.) 31 janvier 2009
Produits Bénéfice d'exploitation	3 874,7 \$	3 968,5 \$	3 709,0 \$	3 800,0 \$
Résultats d'exploitation(2)	120,7	130,2	109,3	115,3
Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts	72,1	72,2	62,9	64,8
	(1,7)	17,5	(0,8)	(3,5)
Bénéfice net	70,4 \$	89,7 \$	62,1 \$	61,3 \$

Données par action, de base				
Résultats d'exploitation	1,06 \$	1,05 \$	0,96 \$	0,99 \$
Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts	(0,03)	0,26	(0,01)	(0,05)
Bénéfice net	1,03 \$	1,31 \$	0,95 \$	0,94 \$

Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, de base (en millions)(3)	68,4	68,4	65,9	65,6
---	------	------	------	------

Données

par action, après dilution				
Résultats d'exploitation	1,06 \$	1,05 \$	0,95 \$	0,98 \$
Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts	(0,03)	0,26	(0,01)	(0,05)
Bénéfice net	1,03 \$	1,31 \$	0,94 \$	0,93 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après dilution (en millions)(3)	68,5	68,5	66,0	65,7

- (1) Les montants ont été retraités par suite d'une modification de convention comptable et d'un reclassement ayant trait à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. Veuillez vous reporter à la rubrique intitulée " Modifications de conventions comptables " du rapport de gestion annuel pour l'exercice 2010 faisant partie du rapport annuel 2010 d'Empire.
- (2) Les résultats d'exploitation représentent le bénéfice avant les gains (pertes) en capital et autres éléments.
- (3) L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions en circulation depuis l'exercice 2009 s'explique par une émission d'actions, conclue le 24 avril 2009, qui s'est traduite par l'émission de 2 713 000 actions de catégorie A sans droit de vote en tout. La baisse du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au deuxième trimestre de l'exercice 2011 est attribuable au rachat, à des fins d'annulation, de 513 579 actions de catégorie A sans droit de vote en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'Empire.

La croissance du chiffre d'affaires et des résultats d'exploitation consolidés a été influencée par les activités d'investissement de la Société, l'environnement concurrentiel, le prix des aliments et les tendances générales au sein de l'industrie, par le caractère cyclique des activités liées aux propriétés résidentielles et commerciales, ainsi que par d'autres facteurs de risque décrits dans le rapport de gestion annuel 2010, aux pages 25 à 68 du rapport annuel 2010 de la Société.

Les activités de la Société ont un certain caractère saisonnier, comme le montrent les résultats présentés ci-dessus, particulièrement pendant les mois d'été et les périodes de fêtes.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

VENTE AU DÉTAIL DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Empire exploite son secteur de la vente au détail de produits alimentaires par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, Sobeys. Sobeys exerce ses activités par l'entremise de plus de 1 300 magasins de détail (magasins Sobeys et magasins affiliés) dans chaque province du Canada, sous diverses bannières de détaillant, dont Sobeys, IGA extra, Thrifty Foods, IGA, Foodland et FreshCo, ainsi que les pharmacies Lawtons Drug Stores.

Sobeys a pour stratégie d'offrir à ses clients la meilleure expérience de magasinage possible dans des magasins dont le concept et la taille sont tout à fait appropriés à leurs besoins et qui sont appuyés par un service à la clientèle supérieur. Les cinq concepts distincts de magasin utilisés par Sobeys pour répondre aux principaux besoins de sa clientèle en matière de magasinage sont les supermarchés à gamme complète de services, les supermarchés qui misent sur l'offre de produits frais, les magasins de type commodité, les marchés de quartier et

les magasins d'escompte. Sobeys continue de rehausser les produits, les services et le merchandising de chaque concept, en agrandissant et en rénovant les magasins existants et en continuant de construire de nouveaux magasins.

Le tableau ci-dessous présente la contribution de Sobeys aux produits, au bénéfice d'exploitation, au bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments, aux gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts, et au bénéfice net consolidés d'Empire :

	Périodes de 13 semaines terminées le			Périodes de 26 semaines terminées le		
	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$
(en mil- lions de dollars)						
Ventes	3 853,4 \$	3 807,0 \$	46,4 \$	7 828,7 \$	7 713,7 \$	115,0 \$
Bénéfice d'exploit- ation(1)	109,5	106,3	3,2	235,7	227,9	7,8
Bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments	66,3	64,9	1,4	141,0	134,1	6,9
Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts	(15,7)	1,1	(16,8)	(15,7)	1,1	(16,8)
Bénéfice net(1)	50,6	66,0	(15,4)	125,3	135,2	(9,9)

(1) Déduction faite de l'incidence de l'amortissement lié à la privatisation de Sobeys.

Ventes

Pour le deuxième trimestre, le chiffre d'affaires du secteur de la vente au détail de produits alimentaires s'est élevé à 3,85 G\$, comparativement à 3,81 G\$ pour le même trimestre l'an dernier, ce qui représente une progression de 46,4 M\$, ou 1,2 %. Pour le deuxième trimestre, les ventes des magasins comparables de Sobeys ont été stables par rapport au deuxième trimestre du dernier exercice.

En cumul annuel, le chiffre d'affaires du secteur de la vente au détail de produits alimentaires s'est situé à 7,83 G\$, par rapport à 7,71 G\$ pour l'exercice précédent, soit un gain de 115,0 M\$, ou 1,5 %. Les ventes des magasins comparables ont augmenté de 0,2 % au premier semestre de l'exercice 2011, comparativement à la même période l'an dernier.

La croissance des ventes demeure directement liée à l'accroissement de la superficie de vente au détail découlant des nouveaux magasins et des travaux d'agrandissement, combiné à la mise en œuvre continue d'initiatives de vente et de merchandising, à l'amélioration de l'exécution en magasin et aux innovations en matière de produits et de services. Sobeys a continué de composer avec la déflation des prix de détail des aliments dans un environnement concurrentiel, ce qui a été en partie compensé par la croissance associée à ces initiatives.

Bénéfice d'exploitation

La contribution de Sobeys au bénéfice d'exploitation d'Empire, laquelle exclut les coûts associés à la fermeture des magasins et du centre de distribution en Ontario, mais tient compte de l'amortissement lié à la privatisation de Sobeys et à divers éléments, s'est élevée à 109,5 M\$ au deuxième trimestre (106,3 M\$ à l'exercice 2010). La marge d'exploitation de Sobeys au deuxième trimestre, après ajustement pour tenir compte des éléments susmentionnés, s'est établie à 2,84 %, contre 2,79 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

En incluant les coûts de 16,1 M\$ (avant impôts) liés à la fermeture de magasins en Ontario ainsi que les indemnités de départ de 5,4 M\$ (avant impôts) associées à la fermeture prochaine du centre de distribution de Brantford, en Ontario, et après ajustement pour tenir compte de l'incidence de l'amortissement lié à la privatisation de Sobeys et d'autres éléments, le bénéfice d'exploitation inscrit par Sobeys au deuxième trimestre s'est établi à 90,4 M\$, ce qui représente un recul de 17,2 M\$ par rapport au deuxième trimestre du dernier exercice.

Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, la contribution de Sobeys au bénéfice d'exploitation d'Empire, ce qui exclut les coûts associés à la fermeture des magasins et du centre de distribution en Ontario, mais inclut l'amortissement lié à la privatisation de Sobeys et à divers éléments, a atteint 235,7 M\$, par rapport à 227,9 M\$ pour l'exercice précédent, soit une progression de 7,8 M\$. La marge d'exploitation de Sobeys au premier semestre de l'exercice 2011, après ajustement pour tenir compte des éléments susmentionnés, s'est établie à 3,01 %, contre 2,95 % pour la période comparable du dernier exercice.

En tenant compte des coûts associés à la fermeture susmentionnée des magasins et du centre de distribution en Ontario et après ajustement pour tenir compte de l'amortissement lié à la privatisation de Sobeys et à divers éléments, le bénéfice d'exploitation comptabilisé par Sobeys s'est fixé à 217,9 M\$, en baisse de 12,6 M\$ par rapport à la même période l'an dernier.

Sobeys continuera de se concentrer sur les rigoureuses initiatives de gestion de coûts, sur l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement et de la productivité des ventes au détail et sur l'adoption des meilleures pratiques afin de continuer à financer les investissements en vue d'accroître les ventes et d'améliorer les marges au fil du temps.

Bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments

Pour le deuxième trimestre terminé le 30 octobre 2010, la contribution de Sobeys au bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments d'Empire s'est élevée à 66,3 M\$, ce qui représente une hausse de 1,4 M\$, ou 2,2 %, comparativement au deuxième trimestre du dernier exercice. Cette progression par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent découle de l'augmentation de 3,2 M\$ de la contribution au bénéfice d'exploitation, d'une baisse de 2,0 M\$ de la charge d'impôts, ce qui a été en partie annulé par une hausse de 3,0 M\$ de la part des actionnaires sans contrôle et par une progression de 0,8 M\$ des intérêts débiteurs.

Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, la contribution de Sobeys au bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments d'Empire a atteint 141,0 M\$, comparativement à une contribution de 134,1 M\$ pour la même période l'an dernier, ce qui représente une hausse de 6,9 M\$, ou 5,1 %. Cette hausse par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent découle de l'augmentation de 7,8 M\$ de la contribution au bénéfice d'exploitation, d'un recul de 3,4 M\$ de la charge d'impôts, ce qui a été partiellement annulé par une augmentation de 2,0 M\$ des intérêts débiteurs et par une hausse de 2,3 M\$ de la part des actionnaires sans contrôle.

Gains (pertes) en capital et autres éléments

Pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010, la contribution de Sobeys aux gains (pertes) en capital et autres éléments d'Empire a représenté une perte de 15,7 M\$, comparativement à un gain de 1,1 M\$ au dernier exercice. Les coûts de 16,1 M\$, avant impôts (11,8 M\$, après impôts), liés à la fermeture de magasins en Ontario et les indemnités de départ de 5,4 M\$, avant impôts (3,9 M\$, après impôts) associées à la fermeture prochaine du centre de distribution de Brantford, en Ontario, représentent les gains (pertes) en capital et autres éléments pour le deuxième trimestre et en cumul annuel.

Bénéfice net

Sobeys a inscrit un bénéfice net de 51,5 M\$ au deuxième trimestre, en baisse de 15,4 M\$, ou 23,0 %, comparativement à 66,9 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Après ajustement pour tenir compte de l'incidence de l'amortissement lié à la privatisation et des répercussions fiscales connexes, la contribution de Sobeys au bénéfice net d'Empire s'est située à 50,6 M\$ pour le deuxième trimestre, ce qui constitue un recul de 15,4 M\$, ou 23,3 %, par rapport à la contribution de 66,0 M\$ inscrite pour la même période l'an dernier.

Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, Sobeys a déclaré un bénéfice net de 127,1 M\$, soit 9,9 M\$, ou 7,2 %, de moins que les 137,0 M\$ inscrits pour la période correspondante de l'exercice précédent. Après ajustement pour tenir compte de l'incidence de l'amortissement lié à la privatisation et des répercussions fiscales connexes, la contribution de Sobeys au bénéfice net d'Empire s'est établie à 125,3 M\$ pour le premier semestre de l'exercice 2011, ce qui constitue une baisse de 9,9 M\$, ou 7,3 %, par rapport à la contribution de 135,2 M\$ pour la même période l'an dernier.

IMMOBILIER

Les activités immobilières d'Empire portent principalement sur : (i) la propriété de centres commerciaux et d'immeubles à bureaux grâce à une participation de 46,6 % dans le FPI Crombie; et (ii) l'aménagement de terrains résidentiels par l'intermédiaire d'une participation dans Genstar, laquelle est principalement active en Ontario et dans l'Ouest canadien.

Il convient de souligner que les produits, le bénéfice d'exploitation et les résultats d'exploitation inscrits pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2011 ont progressé du fait de l'augmentation de la participation dans Genstar, laquelle est passée de 35,7 % au dernier exercice à 40,7 % au troisième trimestre de l'exercice 2010.

En ce qui concerne les immeubles commerciaux, au cours du premier trimestre, la fonction interne d'aménagement des immeubles d'Empire a été restructurée au sein de Sobeys, cette dernière acquérant 12 propriétés de filiales d'ECL Properties Limited, filiale en propriété exclusive d'Empire Company Limited, pour une contrepartie équivalente à leur valeur comptable, soit environ 83,0 M\$. Cette restructuration permet de mieux harmoniser la fonction d'aménagement des immeubles avec la participation de Sobeys. À la suite de ce transfert, notre participation de 46,6 % dans le FPI Crombie compte pour l'essentiel de nos activités dans le secteur de l'immobilier commercial.

Au cours du deuxième trimestre, soit le 4 août 2010, le FPI Crombie a conclu une convention de prise ferme visant l'émission publique de parts au prix unitaire de 11,05 \$. En règlement de son droit préférentiel de souscription dans le cadre de l'émission publique, Empire a souscrit pour 20,5 M\$ de parts de catégorie B de la Société en commandite Crombie (pouvant être converties au pair en parts du FPI Crombie). Par conséquent, la participation de la Société dans le FPI Crombie a diminué, passant de 47,4 % à 47,0 %. Au cours du trimestre, Crombie a également émis 500 542 parts, car une partie de ses débentures convertibles de catégorie B ont été converties en parts du FPI Crombie. Cette conversion a eu pour effet de réduire davantage la participation d'Empire dans le FPI Crombie, laquelle est passée à 46,6 %.

Le tableau ci-dessous présente les produits, le bénéfice d'exploitation, le bénéfice net et les fonds provenant de l'exploitation du secteur de l'immobilier, répartis entre les propriétés commerciales et résidentielles.

(en mil- lions de dollars)	Périodes de 13 semaines terminées le			Périodes de 26 semaines terminées le		
	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$
Produits						
Propriétés résiden- tielles	7,5 \$	14,0 \$	(6,5)\$	22,6 \$	25,4 \$	(2,8)\$
Propriétés commer- ciales	3,3	4,7	(1,4)	7,3	8,4	(1,1)
	10,8 \$	18,7 \$	(7,9)\$	29,9 \$	33,8 \$	(3,9)\$
Bénéfice d'exploit- ation						
Propriétés résiden- tielles	3,7 \$	7,3 \$	(3,6)\$	11,8 \$	12,4 \$	(0,6)\$
FPI Crombie(1)	4,4	4,9	(0,5)	8,5	9,8	(1,3)
Propriétés commer- ciales	0,9	1,4	(0,5)	1,8	1,1	0,7
	9,0 \$	13,6 \$	(4,6)\$	22,1 \$	23,3 \$	(1,2)\$
Bénéfice net						
Propriétés résiden- tielles (résultats d'exploit- ation)	2,5 \$	5,1 \$	(2,6)\$	8,2 \$	8,5 \$	(0,3)\$
Propriétés commer- ciales (résultats d'exploit- ation)	4,1	3,7	0,4	6,9	6,4	0,5
Pertes en capital et autres éléments, après impôts	(1,2)	(3,1)	1,9	(1,2)	(3,1)	1,9
	5,4 \$	5,7 \$	(0,3)\$	13,9 \$	11,8 \$	2,1 \$

Fonds provenant de l'exploit- ation						
Propriétés résiden- tielles	2,5 \$	5,1 \$	(2,6)\$	8,2 \$	8,5 \$	(0,3)\$
Propriétés commer- ciales	4,4	4,1	0,3	7,4	7,3	0,1
	-----	-----	-----	-----	-----	-----
	6,9 \$	9,2 \$	(2,3)\$	15,6 \$	15,8 \$	(0,2)\$
	-----	-----	-----	-----	-----	-----

(1) Résultats comptabilisés à la valeur de consolidation liés à la participation dans le FPI Crombie pour la période.

Produits

Les produits du secteur de l'immobilier se sont chiffrés à 10,8 M\$ pour le deuxième trimestre terminé le 30 octobre 2010, en baisse de 7,9 M\$ comparativement au deuxième trimestre du dernier exercice. Cette baisse est attribuable à un recul de 6,5 M\$ des produits tirés des propriétés résidentielles et à une diminution de 1,4 M\$ des produits liés aux propriétés commerciales.

Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, le secteur de l'immobilier a inscrit des produits de 29,9 M\$, soit 3,9 M\$ de moins que les produits de 33,8 M\$ déclarés pour la même période l'an dernier. Le déclin est le fait de la baisse de 2,8 M\$ des produits tirés des propriétés résidentielles et de la réduction de 1,1 M\$ des produits générés par les propriétés commerciales.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation du secteur de l'immobilier s'est établi à 9,0 M\$ au deuxième trimestre, comparativement à 13,6 M\$ pour la période correspondante du dernier exercice. La baisse de 4,6 M\$ du bénéfice d'exploitation du secteur de l'immobilier est en grande partie attribuable au recul de 3,6 M\$ du bénéfice d'exploitation dégagé par les propriétés résidentielles, lequel s'explique par la diminution des ventes de terrains. Les résultats comptabilisés à la valeur de consolidation liés à la participation dans le FPI Crombie se sont chiffrés à 4,4 M\$ au deuxième trimestre, par rapport à 4,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice d'exploitation tiré des autres propriétés commerciales a fléchi de 0,5 M\$ au deuxième trimestre, comparativement à la même période l'an dernier.

Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, le bénéfice d'exploitation du secteur de l'immobilier s'est situé à 22,1 M\$, comparativement à 23,3 M\$, ce qui représente un recul de 1,2 M\$. Ce recul découle de la baisse de 1,3 M\$ des résultats comptabilisés à la valeur de consolidation liés à la participation dans le FPI Crombie et au déclin de 0,6 M\$ du bénéfice d'exploitation tiré des propriétés résidentielles, ce qui a été en partie annulé par une hausse de 0,7 M\$ du bénéfice d'exploitation généré par les autres propriétés commerciales. Les résultats comptabilisés à la valeur de consolidation liés à la participation dans le FPI Crombie ont été de 8,5 M\$ pour le premier semestre de l'exercice, par rapport à 9,8 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. Cette baisse est surtout liée à l'augmentation des intérêts débiteurs.

Bénéfice net

La contribution du secteur de l'immobilier au bénéfice net du deuxième trimestre s'est située à 5,4 M\$, comparativement à 5,7 M\$ l'an dernier, ce qui représente un recul de 0,3 M\$. Le recul du bénéfice net découle de la baisse susmentionnée de 4,6 M\$ du bénéfice d'exploitation, laquelle a été en partie annulée par une diminution de 1,9 M\$ du montant net des pertes en capital et autres éléments, par une réduction de 2,0 M\$ des impôts sur les bénéfices et par une baisse de 0,4 M\$ des intérêts débiteurs.

En cumul annuel, la contribution du secteur de l'immobilier au bénéfice net s'est élevée à 13,9 M\$, par rapport à 11,8 M\$ l'an dernier, ce qui représente une progression de 2,1 M\$. La progression du bénéfice net s'explique par

la baisse de 1,9 M\$ du montant net des pertes en capital et autres éléments, par la diminution de 0,8 M\$ des impôts sur les bénéfices et par le recul de 0,6 M\$ des intérêts débiteurs, ce qui a été partiellement annulé par la réduction susmentionnée de 1,2 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Fonds provenant de l'exploitation

Au deuxième trimestre, les fonds provenant de l'exploitation se sont situés à 6,9 M\$, en baisse de 2,3 M\$ par rapport au deuxième trimestre du dernier exercice, ce qui est attribuable au déclin de 2,2 M\$ des résultats d'exploitation et à la réduction de 0,1 M\$ de l'amortissement. Pour les quatre derniers trimestres, les fonds provenant de l'exploitation du secteur de l'immobilier se sont établis à 35,5 M\$, en baisse de 2,3 M\$, ou 6,1 %, par rapport aux fonds provenant de l'exploitation de 37,8 M\$ inscrits au premier trimestre de l'exercice 2011.

PLACEMENTS ET AUTRES ACTIVITÉS

Le troisième secteur d'Empire est constitué par ses placements et autres activités, comprenant principalement une entreprise en propriété exclusive, Empire Theatres.

Au 30 octobre 2010, la composition du portefeuille de placements d'Empire (en tenant compte des participations comptabilisées à la valeur de consolidation dans le FPI Crombie et dans Genstar aux États-Unis) se détaillait comme suit :

	30 octobre 2010			1er mai 2010		
(en millions de dollars)	Valeur de marché	Valeur comptable	Gain latent	Valeur de marché	Valeur comptable	Gain latent
Placement dans le FPI Crombie	393,6 \$	1,7 \$	391,9 \$	341,3 \$	8,4 \$	332,9 \$
Placement dans Wajax	-	-	-	117,9	30,8	87,1
Placement dans Genstar aux États-Unis(1)	23,5	23,5	-	17,6	17,6	-
Autres placements(1)(2)	11,6	11,6	-	10,9	10,9	-
	428,7 \$	36,8 \$	391,9 \$	487,7 \$	67,7 \$	420,0 \$

	31 octobre 2009		
(en millions de dollars)	Valeur de marché	Valeur comptable	Gain latent
Placement dans le FPI Crombie	304,0 \$	14,1 \$	289,9 \$
Placement dans Wajax	85,8	30,4	55,4
Placement dans Genstar aux États-Unis(1)	11,9	11,9	-
Autres placements(1)(2)	11,6	11,6	-
	413,3 \$	68,0 \$	345,3 \$

- (1) Selon l'hypothèse que la valeur de marché correspond à la valeur comptable.
- (2) Comprend 11,4 M\$ sous forme de débetures subordonnées non garanties convertibles du FPI Crombie (10,7 M\$ au 1er mai 2010; 10,4 M\$ au 31 octobre 2009).

Vente du Fonds de revenu Wajax

Le 5 octobre 2010, Empire a vendu sa participation de 27,5 % dans Wajax pour un produit net de 121,3 M\$, ce qui s'est traduit par un gain en capital net de 80,1 M\$. Le produit net a été affecté à la réduction de la dette bancaire directe d'Empire et au rachat, à des fins d'annulation d'un total de 513 579 actions de catégorie A sans droit de vote en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'Empire. Empire a également utilisé une tranche de 6,0 M\$ du produit net de 121,3 M\$ tiré de la vente de Wajax pour effectuer des dons de bienfaisance au cours du deuxième trimestre.

Le tableau ci-dessous présente les faits saillants financiers du secteur des placements et autres activités (moins les charges du siège social), exception faite des résultats comptabilisés à la valeur de consolidation liés aux participations dans le FPI Crombie et dans Genstar aux États-Unis, pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010, comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent :

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines terminées le			Périodes de 26 semaines terminées le		
	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$	30 oct. 2010	31 oct. 2009	Var. en \$
Produits	50,1 \$	52,3 \$	(2,2)\$	98,0 \$	99,6 \$	(1,6)\$
Bénéfice d'exploitation						
Wajax	5,3	1,9	3,4	8,7	4,6	4,1
Autres activités, déduction faite des charges du siège social	(1,1)	(1,1)	-	(3,5)	(4,9)	1,4
Total du bénéfice d'exploitation	4,2	0,8	3,4	5,2	(0,3)	5,5
Résultats d'exploitation	1,0	(1,6)	2,6	(0,6)	(4,7)	4,1
Gains en capital et autres éléments, après impôts	75,8	0,3	75,5	75,8	17,8	58,0
Bénéfice net	76,8 \$	(1,3)\$	78,1 \$	75,2 \$	13,1 \$	62,1 \$

Produits

Les produits du secteur des placements et autres activités, principalement générés par Empire Theatres, ont totalisé 50,1 M\$ au deuxième trimestre terminé le 30 octobre 2010, comparativement à 52,3 M\$ pour le deuxième trimestre du dernier exercice, ce qui représente un déclin de 2,2 M\$, ou 4,2 %.

Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, le secteur des placements et autres activités a comptabilisé des produits de 98,0 M\$, par rapport à 99,6 M\$ pour la même période l'an dernier, ce qui constitue un recul de 1,6 M\$, ou 1,6 %.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation du secteur des placements et autres activités, déduction faite des charges du siège social, s'est élevé à 4,2 M\$, comparativement à 0,8 M\$ au deuxième trimestre du dernier exercice. Les résultats comptabilisés à la valeur de consolidation liés à la participation de 27,5 % dans Wajax que la Société a récemment vendue se sont établis à 5,3 M\$ au deuxième trimestre par rapport à 1,9 M\$ l'an dernier. La perte d'exploitation liée aux autres activités, déduction faite des charges du siège social, a été identique à celle du deuxième trimestre l'an dernier, à 1,1 M\$. L'augmentation des résultats comptabilisés à la valeur de consolidation déclarés par Wajax est principalement le fait du rendement plus élevé de tous ses secteurs d'exploitation, comparativement à la même période l'an dernier.

Le bénéfice d'exploitation généré par le secteur des placements et autres activités (déduction faite des charges du siège social) pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010 s'est chiffré à 5,2 M\$, par rapport à une perte de 0,3 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats comptabilisés à la valeur de consolidation liés à Wajax ont augmenté de 4,1 M\$, passant à 8,7 M\$ au premier semestre de l'exercice 2011, comparativement à 4,6 M\$ pour le premier semestre du dernier exercice. La perte d'exploitation associée aux autres activités, déduction faite des charges du siège social, pour le premier semestre de l'exercice 2011 a diminué de 1,4 M\$, se situant à 3,5 M\$, par rapport à 4,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments

La contribution du secteur des placements et autres activités, déduction faite des charges du siège social, au bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments s'est établie à 1,0 M\$ au deuxième trimestre, en hausse de 2,6 M\$ comparativement à la contribution négative de 1,6 M\$ pour le même trimestre l'an dernier. Cette amélioration est en grande partie attribuable aux résultats comptabilisés à la valeur de consolidation liés à Wajax pour le trimestre et à une baisse de 0,7 M\$ des intérêts débiteurs au niveau du siège social.

La contribution du secteur des placements et autres activités (déduction faite des charges du siège social) au bénéfice avant gains (pertes) en capital et autres éléments a correspondu à un montant négatif de 0,6 M\$ pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, en baisse de 4,1 M\$ comparativement à la contribution négative de 4,7 M\$ pour la même période du dernier exercice. Cette amélioration est surtout le fait des résultats comptabilisés à la valeur de consolidation liés à Wajax, de l'augmentation des bénéfices d'Empire Theatres et de la diminution des intérêts débiteurs au niveau du siège social.

Gains en capital et autres éléments

Pour le deuxième trimestre, le secteur des placements et autres activités a déclaré des gains en capital et autres éléments, après impôts, de 75,8 M\$, comparativement à 0,3 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice 2010. Les gains en capital et autres éléments, après impôts, du deuxième trimestre découlent principalement de la vente de la participation de 27,5 % de la Société dans Wajax. Le gain en capital avant impôts sur la vente de Wajax s'est chiffré à 86,8 M\$ (80,1 M\$ après impôts). Empire a utilisé une tranche de 6,0 M\$ du produit net de 121,3 M\$ tiré de la vente de Wajax pour effectuer des dons de bienfaisance au cours du deuxième trimestre.

Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, le secteur des placements et autres activités a comptabilisé des gains en capital et autres éléments, après impôts, de 75,8 M\$, comparativement à 17,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les gains en capital et autres éléments du premier semestre du dernier exercice étaient principalement liés à l'avis de nouvelle cotisation d'un montant de 17,0 M\$ en lien avec la vente des actions de Hannaford Bros. Co. au cours de l'exercice 2001.

Bénéfice net

La contribution du secteur des placements et autres activités (déduction faite des charges du siège social) au bénéfice net consolidé d'Empire pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 s'est élevée à 76,8 M\$, par rapport à une contribution négative de 1,3 M\$ pour le deuxième trimestre du dernier exercice. L'augmentation est essentiellement le fait de la hausse des gains en capital et autres éléments, après impôts, de 75,5 M\$.

En cumul annuel, la contribution du secteur des placements et autres activités, déduction faite des charges du siège social, au bénéfice net s'est située à 75,2 M\$, comparativement à une contribution de 13,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une progression de 62,1 M\$. L'augmentation du bénéfice net au premier semestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable à la hausse de 58,0 M\$ des gains en capital et autres éléments, après impôts, par rapport à la même période l'an dernier.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

La situation financière de la Société s'est améliorée depuis le début de l'exercice, comme l'indiquent la structure du capital et les mesures clés de la situation financière présentées dans le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)	30 octobre 2010	1er mai 2010	31 octobre 2009
Capitaux propres	3 118,7 \$	2 952,4 \$	2 827,0 \$
Valeur comptable par action	45,84 \$	43,07 \$	41,23 \$
Dette bancaire	13,0 \$	17,8 \$	77,4 \$
Dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an	1 176,0 \$	1 208,4 \$	1 206,7 \$
Ratio de la dette portant intérêt sur le capital total	27,6 %	29,3 %	31,2 %
Ratio de la dette nette sur le capital total net(1)	17,3 %	21,8 %	27,5 %
Ratio de la dette sur le BAIIA(2)	1,4x	1,5x	1,6x
Ratio du BAIIA sur les intérêts débiteurs(2)	11,4x	11,3x	10,8x
Actif total	6 367,9 \$	6 248,3 \$	6 008,5 \$

(1) Le ratio de la dette nette sur le capital total correspond à la dette portant intérêt, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

(2) Calcul fondé sur le BAIIA et les intérêts débiteurs des 12 derniers mois.

Capitaux propres

Il y avait 33 683 919 actions de catégorie A sans droit de vote et 34 260 763 actions ordinaires de catégorie B en circulation au 30 octobre 2010, pour un total de 67 944 682 actions, soit 513 579 actions de moins qu'à la fin de l'exercice précédent et qu'au deuxième trimestre du dernier exercice. Cette baisse est liée au rachat de 513 579 actions de catégorie A sans droit de vote pour la somme de 27,7 M\$ au cours du deuxième trimestre en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'Empire dont l'avis a été déposé à la Bourse de Toronto le 15 septembre 2010.

Au 30 octobre 2010, Empire comptait 583 673 options en circulation, par rapport à 433 209 options en circulation au 31 octobre 2009.

Aucune action privilégiée de série 2 n'a été rachetée à des fins d'annulation au cours du premier semestre, que ce soit pour l'exercice 2011 ou 2010. La Société prévoit racheter, dans la mesure du possible, d'autres actions privilégiées de série 2.

Au 9 décembre 2010, la Société avait 33 683 919 actions de catégorie A sans droit de vote et 34 260 763 actions ordinaires de catégorie B en circulation, de même que 583 673 options visant l'acquisition de 583 673 actions de catégorie A sans droit de vote.

Les dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires ont totalisé 13,6 M\$ (0,20 \$ par action) au deuxième trimestre, par rapport à 12,7 M\$ (0,185 \$ par action) au deuxième trimestre du dernier exercice. Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, les dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires se sont chiffrés à 27,3 M\$ (0,40 \$ par action), comparativement à 25,4 M\$ (0,37 \$ par action) au premier semestre de l'exercice précédent.

Passif

Par le passé, Empire a financé une grande partie de ses actifs à l'aide d'emprunts à long terme. Les actifs à plus long terme sont en général financés par des emprunts à long terme à taux fixe, ce qui réduit les risques liés à la fois aux taux d'intérêt et au refinancement. Au 30 octobre 2010, le total de la dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an de la dette à long terme et la dette liée aux actifs destinés à la vente, s'élevait à 1 176,0 M\$ et représentait 98,9 % de la dette totale portant intérêt d'Empire, laquelle totalise 1 189,0 M\$.

La dette à long terme s'établit comme suit pour chaque secteur d'exploitation :

Dette à long terme (y compris la tranche échéant à moins d'un an) (en millions de dollars)	30 octobre 2010	1er mai 2010	31 octobre 2009
Vente au détail de produits alimentaires	1 000,4 \$	858,7 \$	864,8 \$
Immobilier	23,7	35,3	37,2
Placements et autres activités	151,9	314,4	304,7
Total	1 176,0 \$	1 208,4 \$	1 206,7 \$

La dette portant intérêt consolidée a diminué de 37,2 M\$ depuis le début de l'exercice le 1er mai 2010 (1 226,2 M\$) et de 95,1 M\$ depuis le deuxième trimestre du dernier exercice (1 284,1 M\$). La diminution de la dette portant intérêt consolidée depuis le début de l'exercice s'explique principalement par l'affectation au remboursement de la dette du produit de la vente de la participation de la Société dans le Fonds de revenu Wajax ainsi que du produit de la vente de propriétés au FPI Crombie, ce qui a été en partie annulé par l'émission d'un principal de 150,0 M\$ en billets à moyen terme de 30 ans par Sobeys au cours du premier trimestre de l'exercice 2011. Le ratio de la dette portant intérêt sur le capital total s'est amélioré de 3,6 points de pourcentage depuis le deuxième trimestre du dernier exercice, pour se fixer à 27,6 %, ce qui résulte de la baisse de la dette portant intérêt et de la hausse des capitaux propres en raison de la croissance des bénéfices non répartis.

Le ratio du bénéfice avant intérêts, impôts, et amortissement (" BAIIA ") sur les intérêts débiteurs d'Empire pour le deuxième trimestre était de 11,4 fois, une amélioration par rapport au ratio de 10,8 fois pour le deuxième trimestre du dernier exercice. Cette amélioration comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent est principalement attribuable à la hausse du BAIIA des 12 derniers mois et au recul des intérêts débiteurs des 12 derniers mois.

Situation de trésorerie et sources de financement

La Société maintient les sources de liquidités suivantes :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie en main;
- Facilités de crédit bancaire inutilisées; et
- Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation.

Au 30 octobre 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie consolidés s'élevaient à 537,6 M\$, comparativement à 210,9 M\$ au 31 octobre 2009 et à 401,0 M\$ à la fin de l'exercice le 1er mai 2010.

À la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2011, sur une base non consolidée, Empire maintenait directement une ligne de crédit bancaire autorisée, pour un total de 450,0 M\$, pour ses activités d'exploitation, ses besoins généraux et les besoins du siège social, dont environ 133,3 M\$, ou 29,6 % étaient utilisés. La facilité de crédit

non consolidée de 650 M\$ d'Empire est arrivée à échéance le 8 juin 2010. Avant l'échéance, le 4 juin 2010, la direction a renouvelé la facilité de crédit pour une période supplémentaire de trois ans, ce qui porte l'échéance au 30 juin 2013. Le montant de la facilité a été réduit, à 450,0 M\$, en raison de l'excellente position de trésorerie et de l'amélioration de la situation financière de la Société. Sur une base consolidée, les facilités de crédit bancaire autorisées d'Empire dépassaient les emprunts d'environ 788 M\$ au 30 octobre 2010.

La Société prévoit que les sources de liquidité susmentionnées seront suffisantes pour répondre adéquatement à ses besoins financiers à court et à long terme. La Société atténue le risque de liquidité potentiel en veillant à diversifier ses différentes sources de financement en fonction de la durée jusqu'à l'échéance et de la source de crédit.

Empire et ses filiales ont signé des clauses restrictives avec leurs prêteurs pour garantir diverses facilités de crédit. Toutes les clauses restrictives ont été respectées pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010 et pour l'exercice terminé le 1er mai 2010.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des flux de trésorerie pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010 comparativement aux périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 31 octobre 2009.

Principaux éléments des flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines terminées le		Périodes de 26 semaines terminées le	
	30 oct. 2010	31 oct. 2009	30 oct. 2010	31 oct. 2009
Bénéfice net	132,8 \$	70,4 \$	214,4 \$	160,1 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie	5,7	85,4	97,6	174,8
Variation nette du fonds de roulement hors caisse	138,5	155,8	312,0	334,9
	(15,2)	(94,1)	(87,0)	(65,3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	123,3	61,7	225,0	269,6
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	67,5	(133,3)	13,0	(236,8)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(148,3)	(18,1)	(101,4)	(53,5)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	42,5 \$	(89,7)\$	136,6 \$	(20,7)\$

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour le deuxième trimestre ont totalisé 123,3 M\$, comparativement à 61,7 M\$ pour la période comparable de l'exercice précédent. La hausse de 61,6 M\$ s'explique par une augmentation de 78,9 M\$ de la variation nette du fonds de roulement hors caisse et par une progression de 62,4 M\$ du bénéfice net, en partie annulée par une diminution de 79,7 M\$ des éléments sans incidence sur la trésorerie.

En cumul annuel, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 225,0 M\$, par rapport à 269,6 M\$ pour la période comparable du dernier exercice. La baisse de 44,6 M\$ est attribuable à une diminution de 77,2 M\$ des éléments sans incidence sur la trésorerie et à un recul de 21,7 M\$ de la variation nette du fonds de roulement hors caisse, ce qui a été partiellement annulé par une hausse de 54,3 M\$ du bénéfice net.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont chiffrés à 67,5 M\$ au deuxième trimestre, ce qui se compare aux flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 133,3 M\$ pour la même période l'an dernier. La variation de 200,8 M\$ est essentiellement le fait du produit net de 121,3 M\$ généré par la vente de la participation de la Société dans le Wajax et de la hausse de 111,8 M\$ des produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles, laquelle a plus qu'annulé l'augmentation de 52,2 M\$ des sorties liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Les acquisitions consolidées d'immobilisations corporelles ont totalisé 157,4 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice 2011, comparativement à 105,2 M\$ au deuxième trimestre l'an dernier. L'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles résulte principalement des immobilisations acquises par Sobeys. La hausse de 111,8 M\$ des produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles, qui se sont chiffrés à 118,7 M\$, par rapport au deuxième trimestre du dernier exercice, est essentiellement attribuable à la vente, par des filiales de la Société, de dix propriétés au FPI Crombie, pour une contrepartie en espèces de 95,5 M\$.

Pour la période de 26 semaines terminée le 30 octobre 2010, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement ont été de 13,0 M\$, en hausse de 249,8 M\$ par rapport aux flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 236,8 M\$ pour la même période du dernier exercice. Cette hausse est principalement liée aux facteurs suivants : la vente de la participation dans Wajax pour un produit net de 121,3 M\$, l'augmentation de 79,6 M\$ des produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles au premier semestre de l'exercice précédent, une variation de 71,8 M\$ des prêts et autres créances au dernier exercice, ce qui a été en partie annulé par l'augmentation de 43,7 M\$ des acquisitions consolidées d'immobilisations corporelles.

Le tableau qui suit présente des données sur le nombre de magasins dans lesquels Sobeys a investi au cours des périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010, comparativement aux périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 31 octobre 2009.

Activités de construction des magasins Sobeys et des magasins affiliés

	Périodes de 13 semaines terminées le		Périodes de 26 semaines terminées le	
	30 oct. 2010	31 oct. 2009	30 oct. 2010	31 oct. 2009
Nombre de magasins				
Ouverture/acquisition/ relocalisation	7	10	15	24
Agrandissement	2	2	6	5
Changement de bannière/ remise en valeur	19	-	30	5
Fermeture	4	2	9	24

Le tableau suivant indique la variation de la superficie en pieds carrés de Sobeys par type d'activité pour les périodes de 13 semaines et 52 semaines terminées le 30 octobre 2010 :

Variation de la superficie en pieds carrés de Sobeys (en milliers)		
	Période de 13 semaines terminée le 30 octobre 2010	Période de 52 semaines terminée le 30 octobre 2010
Pieds carrés		
Ouverture	107	631
Relocalisation	-	103
Acquisition	-	3
Agrandissement	9	105
Fermeture	(7)	(332)
Variation nette	109	510

Au 30 octobre 2010, Sobeys comptait une superficie totale de 28,3 millions de pieds carrés, une augmentation de 1,8 % par rapport à la superficie de 27,8 millions de pieds carrés à la fin du deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Activités de financement

Au deuxième trimestre, les activités de financement ont nécessité des fonds de 148,3 M\$, comparativement à 18,1 M\$ pour la période comparable du dernier exercice. La hausse de 130,2 M\$ des flux de trésorerie affectés aux activités de financement par rapport à la même période l'an dernier découle surtout de l'augmentation de 61,4 M\$ du remboursement de la dette à long terme, d'une diminution de 29,2 M\$ de la dette bancaire au deuxième trimestre, comparativement à une hausse de 7,6 M\$ pour la période correspondante du dernier exercice, et de l'augmentation de 27,7 M\$ des flux de trésorerie affectés au rachat des actions de catégorie A sans droit de vote.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, les activités de financement ont nécessité des fonds de 101,4 M\$, par rapport à 53,5 M\$ pour la période comparable du dernier exercice. La hausse de 47,9 M\$ des flux de trésorerie affectés aux activités de financement comparativement à la même période l'an dernier résulte surtout de l'augmentation de 92,1 M\$ du remboursement de la dette à long terme, d'une diminution de 4,8 M\$ de la dette bancaire au premier semestre de 2011, par rapport à une hausse de 31,5 M\$ pour la même période l'an dernier, et de l'augmentation de 27,7 M\$ des flux de trésorerie affectés au rachat des actions de catégorie A sans droit de vote, laquelle a été en partie annulée par la hausse de 112,7 M\$ de l'émission de la dette à long terme.

La Société est d'avis que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie, ses flux de trésorerie liés à l'exploitation futurs et ses facilités de crédit disponibles lui permettront de financer ses dépenses en immobilisations, ses cotisations au régime de retraite, son fonds de roulement et ses besoins courants pour les futures périodes.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles (voir la rubrique portant sur les mesures financières non conformes aux PCGR) servent à mesurer la variation des flux de trésorerie disponibles pour d'autres activités d'investissement de la Société, les dividendes ou la réduction de la dette. Le tableau suivant présente un rapprochement entre les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation conformément aux PCGR pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010 et le 31 octobre 2009.

	Périodes de 13 semaines terminées le		Périodes de 26 semaines terminées le	
	30 oct. 2010	31 oct. 2009	30 oct. 2010	31 oct. 2009
(en millions de dollars)				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	123,3 \$	61,7 \$	225,0 \$	269,6 \$
Moins : Acquisitions d'immobilisations corporelles	157,4	105,2	242,9	199,2
Flux de trésorerie disponibles	(34,1)\$	(43,5)\$	(17,9)\$	70,4 \$

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, les flux de trésorerie disponibles ont correspondu à un montant négatif de 34,1 M\$, par rapport à un montant négatif de 43,5 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation de 9,4 M\$ des flux de trésorerie disponibles comparativement au deuxième trimestre du dernier exercice s'explique par la hausse de 61,6 M\$ des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, laquelle est surtout attribuable à la progression de 62,4 M\$ du bénéfice net, en partie annulée par une augmentation de 52,2 M\$ des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Pour le premier semestre de l'exercice 2011, les flux de trésorerie disponibles ont correspondu à un montant négatif de 17,9 M\$, comparativement à 70,4 M\$ au premier semestre de l'exercice précédent. Le déclin de 88,3 M\$ des flux de trésorerie disponibles par rapport au premier semestre du dernier exercice découle de la hausse de 43,7 M\$ des acquisitions d'immobilisations corporelles et de la baisse de 44,6 M\$ des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation.

Modifications de conventions comptables

Les modifications de conventions comptables sont expliquées à la note 1 des états financiers consolidés non vérifiés du présent communiqué.

Transition aux Normes internationales d'information financière

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé que les principes comptables généralement reconnus (" PCGR ") du Canada pour les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les Normes internationales d'information financière (" IFRS "). Les IFRS doivent être adoptés pour les états financiers annuels et intermédiaires des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011, avec retraitement des périodes comparatives. Par conséquent, le passage des PCGR du Canada aux IFRS s'appliquera aux états financiers de la Société du premier trimestre de l'exercice 2012, pour lequel l'information actuelle et comparative sera préparée en vertu des IFRS.

La Société évalue actuellement l'incidence éventuelle du passage aux IFRS sur ses états financiers. La Société a mis au point une structure de gouvernance de projet en bonne et due forme afin de présenter régulièrement des rapports de suivi à la haute direction, à un comité de direction structuré ainsi qu'au comité de vérification et au conseil d'administration. Une description détaillée du plan de basculement aux IFRS est fournie à la rubrique " Modifications futures de conventions comptables " du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2010. Le plan de basculement aux IFRS progresse comme prévu et il n'a fait l'objet d'aucun changement important.

La Société continue d'évaluer l'incidence des IFRS sur son processus budgétaire par l'entremise de groupes de travail qui ont comme responsabilité d'analyser l'incidence des modifications de conventions comptables. La rédaction d'une première version des conventions comptables révisées de la Société tenant compte des modifications apportées aux normes comptables est également en cours. La Société continue d'informer le personnel dans tous ses secteurs d'activité sur les décisions qui ont été prises en lien avec la transition aux IFRS.

La Société continue d'évaluer l'incidence de l'adoption des IFRS et les modifications des conventions comptables qui en découlent. Toutes les modifications importantes des conventions comptables relevées à ce jour sont présentées en détail dans le rapport de gestion de la Société pour l'exercice 2010. La Société continue d'examiner tous les projets proposés et en cours de l'International Accounting Standards Board ("IASB") afin d'en déterminer l'incidence sur la Société.

Les renseignements ci-dessous constituent une mise à jour de l'information fournie dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2010 et destinée à informer les personnes qui utilisent les états financiers des incidences potentielles du basculement aux IFRS. Les changements mentionnés ci-dessous ne constituent pas une liste complète des changements découlant de la transition aux IFRS. Cette mise à jour a pour but de mettre en évidence les domaines dans lesquels la Société a réalisé des progrès notables. Les lecteurs sont toutefois priés de prendre note que ces renseignements peuvent être modifiés.

Principale convention comptable	Principales différences entre les IFRS et les PCGR du Canada pour la Société	Principales incidences éventuelles pour la Société
Immeuble de placement	L'immeuble de placement est un nouveau concept selon les IFRS qui n'existe pas selon les PCGR du Canada. On entend par immeuble de placement, les immeubles détenus pour en retirer des loyers ou pour réaliser une plus-value. Les immeubles de placement sont comptabilisés et présentés séparément selon les IFRS, tandis qu'ils sont comptabilisés avec les immobilisations corporelles selon les PCGR du Canada.	<p>Bilan d'ouverture : Les immeubles de placement sont déterminés à la date de transition aux IFRS et seront comptabilisés et présentés séparément des immobilisations corporelles dans le bilan d'ouverture établi conformément aux IFRS. La modification de convention comptable entraînera un reclassement d'un montant d'environ 98,0 M\$ dans le bilan d'ouverture.</p> <p>La Société a choisi d'utiliser le modèle du coût pour évaluer les immeubles de placement. Lorsqu'elle utilise le modèle du coût, la Société doit présenter la juste valeur globale de tous les immeubles de placement. La Société a retenu les services d'évaluateurs de biens pour obtenir des renseignements sur cette information à fournir.</p>
Dépréciation des actifs à long terme	En vertu de l'IAS 36, "Dépréciation d'actifs", une entreprise doit inscrire une perte de valeur lorsque la valeur comptabilisée d'un actif est supérieure à la valeur qui peut être recouvrée par son utilisation ou sa vente. Contrairement aux PCGR du Canada, l'IAS 36 permet à une entreprise de comptabiliser une reprise de perte de valeur s'il y a eu un changement dans	<p>Le regroupement d'actifs aux fins de la dépréciation sera effectué à un niveau inférieur à celui qui est effectué selon les PCGR. La Société a déterminé que l'UGT se situe essentiellement au niveau d'un magasin ou d'un cinéma.</p> <p>Le changement de niveau pour le test de dépréciation devrait entraîner une augmentation de la réduction de valeur des actifs en vertu</p>

les facteurs utilisés pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif.

S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif pris individuellement, les IFRS soumettent les groupes d'actifs à un test de dépréciation au niveau de l'unité génératrice de trésorerie ("UGT") indépendante selon les rentrées de fonds. Selon les PCGR du Canada, les groupes d'actifs sont définis selon les flux de trésorerie nets.

des IFRS puisque le test de dépréciation de la valeur comptable des actifs selon les PCGR du Canada se fondait auparavant sur un niveau global plus élevé. La réduction de valeur et l'éventuelle reprise subséquente de la perte de valeur pourraient mener à une plus grande volatilité de l'état des résultats et des bénéfices pour les périodes futures.

Bilan d'ouverture : Le test de dépréciation pour les UGT en présence d'un indice de dépréciation a été effectué à la date de la transition de la Société. La Société est en voie de finaliser l'évaluation de l'incidence qu'aura cet ajustement, mais elle prévoit une diminution des bénéfices non répartis, des immobilisations corporelles et des immeubles de placement. La Société continue d'évaluer l'incidence éventuelle, laquelle pourrait être importante.

Contrats de location

Les IFRS ne donnent pas les mêmes directives quantitatives que les PCGR du Canada, mais comportent plutôt des considérations qualitatives supplémentaires pour le classement des contrats de location, soit les contrats de location simple et les contrats de location-financement (contrats de location-acquisition aux termes des PCGR du Canada).

Bilan d'ouverture : Les considérations qualitatives pour le classement des contrats de location ont fait l'objet d'un examen à la date de la transition, et aucun changement n'a été mis en évidence en ce qui touche le classement.

Les IFRS comprennent des conventions de comptabilisation différentes relativement aux opérations de cession-bail selon lesquelles le contrat de location est classé comme contrat de location simple et l'opération est effectuée à la juste valeur de marché.

Bilan d'ouverture : Certains gains tirés des cessions-bails historiques ont été constatés, et tous ces gains seront comptabilisés dans le bilan d'ouverture établi conformément aux IFRS. L'ajustement entraînera une diminution des autres passifs et une hausse des bénéfices non répartis.

Avantages du personnel

Les IFRS exigent que le coût des services passés acquis des régimes à prestations

Bilan d'ouverture : Il y aura un ajustement ponctuel pour comptabiliser le coût des

définies soit passé en charges immédiatement et que le coût des services passés non acquis soit comptabilisé, selon la méthode linéaire, jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Aux termes des PCGR du Canada, tous les coûts des services passés sont généralement amortis selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés en service à la date de la modification ou sur une période plus courte.

services passés acquis à la date de la transition aux IFRS. La Société a engagé des actuaires pour calculer cet ajustement.

Les IFRS exigent qu'une entité choisisse une convention comptable pour la comptabilisation des gains et des pertes actuariels. Voici les trois options disponibles :

- comptabilisation différée au moyen de la méthode du "corridor";
- comptabilisation immédiate à l'état des résultats; ou
- comptabilisation immédiate dans les autres éléments du résultat étendu.

Bilan d'ouverture : Un ajustement des bénéfices non répartis est prévu si la Société choisit d'utiliser une exemption de l'IFRS 1 afin de comptabiliser tous les gains et les pertes actuariels non amortis dans les bénéfices non répartis au moment de la transition aux IFRS. La Société a engagé des actuaires pour calculer cet ajustement transitoire.

La Société a choisi de comptabiliser les gains et les pertes actuariels immédiatement dans les autres éléments du résultat étendu. La Société ne disposait pas de cette convention selon les PCGR du Canada. Auparavant, la Société différait la comptabilisation des gains et des pertes actuariels en recourant à la méthode du "corridor".

Aux termes des IFRS, la méthode de calcul du plafonnement du montant de l'actif des régimes à prestations déterminées est différente de la méthode exigée par les PCGR du Canada; elle nécessite également la comptabilisation d'obligations

Bilan d'ouverture : La Société a engagé des actuaires pour calculer cet ajustement transitoire.

coûteuses lorsqu'un régime à prestations déterminées comporte des exigences de financement minimal.

Les ajustements liés aux avantages sociaux futurs devraient entraîner une baisse d'environ 68,4 M\$ des bénéfices non répartis.

Provisions

Les IFRS emploient une terminologie différente de celle des PCGR du Canada et fournissent des directives plus étendues sur la comptabilisation des provisions définies comme un passif dont l'échéance ou le montant est incertain, y compris ce qui suit :

- les provisions sont comptabilisées lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation, alors que le seuil est plus élevé selon les PCGR;
- les provisions seront classées à part des autres passifs (à court et à long terme) dans le bilan et assujetties à des exigences supplémentaires en matière d'informations à fournir;
- les provisions sont comptabilisées s'il existe une obligation juridique ou implicite, alors que seule l'obligation juridique est prise en compte selon les PCGR du Canada;
- une provision doit être comptabilisée si un contrat devient déficitaire lorsque les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques prévus à recevoir du contrat; et
- les provisions sont actualisées lorsque l'incidence est significative.

Bilan d'ouverture :
L'ajustement devrait entraîner un reclassement des fournisseurs et autres créditeurs, des prêts et emprunts, ainsi que des autres passifs dans un compte de provisions, et ne devrait avoir aucune incidence sur les bénéfices non répartis.

La Société est actuellement en voie de finaliser l'évaluation de l'incidence de l'ajustement.

Programmes de fidélisa-

Les IFRS exigent la comptabilisation des produits

Bilan d'ouverture : Il y aura un ajustement ponctuel pour

tion de la clientèle	reportés pour les programmes de fidélisation de la clientèle, la juste valeur des crédits accordés étant comptabilisée comme un élément distinct de l'opération de vente. Selon les PCGR du Canada, une entité peut reporter la comptabilisation des produits ou comptabiliser le programme à titre de charge. C'est la démarche que la Société utilise en vertu des PCGR.	reporter les produits comptabilisés selon les PCGR du Canada. L'incidence consistera en une baisse des autres actifs, une hausse des fournisseurs et autres créditeurs, ainsi qu'une diminution totale des bénéfices non répartis d'environ 1,4 M\$.
----------------------	--	--

Consolidation - Entités ad hoc consolidées	Les IFRS emploient un modèle fondé davantage sur des principes de contrôle pour la consolidation d'entités ad hoc. Les entités doivent être consolidées si la Société détient la majorité des risques et des avantages de la propriété des entités en cause. Voici les facteurs de contrôle pris en compte :	Bilan d'ouverture : Les facteurs de contrôle des IFRS pour ce qui est de la consolidation ont été pris en compte à la date du passage aux IFRS, surtout pour la consolidation de certains détaillants franchisés. Le passage aux IFRS n'a entraîné aucune variation du nombre total d'EDDV.
--	--	---

- une participation majoritaire;
- la capacité de contrôler le conseil d'administration;
- le pouvoir de régir les politiques financières et d'exploitation; et
- des accords contractuels conférant le contrôle effectif.

Aux termes des PCGR du Canada, les entités à détenteurs de droits variables (" EDDV ") sont consolidées selon leurs investissements en instruments de capitaux propres à risque et selon leur dépendance financière envers Sobey's dans l'exercice de leurs activités.

Coentreprises	La norme IAS 31 actuelle, "Participation dans des coentreprises", permet à une entité de comptabiliser des activités contrôlées conjointement à l'aide de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence. L'IASB a un projet en cours selon lequel les coentreprises	Bilan d'ouverture : Certains placements de la Société dans le secteur immobilier qui étaient auparavant comptabilisés selon la consolidation proportionnelle le seront plutôt au moyen de la méthode de mise en équivalence aux termes des IFRS. Par suite de cette modification, l'incidence
---------------	---	---

devront être comptabilisées à l'aide de la méthode de la mise en équivalence, et cette norme devrait être publiée en décembre 2010. Aux termes des PCGR du Canada, ces types de placements sont comptabilisés selon la consolidation proportionnelle.	sur le bilan d'ouverture consistera en une baisse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des stocks, des frais payés d'avance, des prêts et autres créances, des immobilisations corporelles, des fournisseurs et autres créditeurs, ainsi que des prêts et emprunts. D'autres ajustements mineurs ont été apportés pour s'assurer que les entités qui étaient précédemment comptabilisées à la valeur de consolidation respectent les exigences d'une présentation conforme aux IFRS. Cette modification entraînera une hausse de 94,0 M\$ des placements à la valeur de consolidation et une réduction de 1,5 M\$ des bénéfices non répartis.
---	---

Juste valeur en tant que coût présumé - Option retenue en vertu de l'IFRS 1 - La Société prévoit choisir de présenter certains éléments des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et des actifs incorporels dans son bilan d'ouverture établi selon les IFRS au coût réputé, au lieu du coût réel qui serait déterminé selon les IFRS. Le coût réputé d'un élément peut être sa juste valeur à la date du passage aux IFRS ou un montant déterminé par une réévaluation précédente selon les PCGR du Canada (dans la mesure où ce montant était proche de sa juste valeur, du coût ou du coût ajusté). L'exemption peut être appliquée à chaque actif individuellement, et la Société évalue actuellement chaque actif pour lequel cette exemption peut être appliquée. La Société a retenu les services d'évaluateurs de biens pour obtenir des renseignements sur les justes valeurs des actifs sélectionnés.

Opérations entre apparentés

La société loue des locaux du FPI Crombie. Les loyers sont établis au montant d'échange qui représente le montant négocié entre les parties dans le cadre du bail. Pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010, les charges totales de location à verser au FPI Crombie se sont élevées à 17,0 M\$ et 35,7 M\$, respectivement (14,4 M\$ et 33,0 M\$ en 2010). Par ailleurs, pour une période de cinq ans à compter du 23 mars 2006, le FPI Crombie fournit des services d'administration et de gestion à la Société aux termes d'une convention de partage des frais de gestion datée du 23 mars 2006 entre une filiale du FPI Crombie et ECL. Les charges engagées pour les services d'administration et de gestion sont fixées selon le principe de recouvrement des coûts (facturées au coût engagé par l'auteur de la facture). Pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010, les charges engagées pour les services d'administration et de gestion se sont chiffrées à 0,5 M\$ et 0,9 M\$, respectivement (0,4 M\$ et 1,0 M\$ en 2010). La Société a émis des billets à payer au FPI Crombie, qui ne portent pas intérêt et qui totalisent 6,6 M\$, liés aux compensations versées au FPI Crombie selon une convention de compensation générale datée du 23 mars 2006 conclue entre certaines filiales du FPI Crombie et ECL.

Le 4 août 2010, le FPI Crombie a conclu une convention de prise ferme visant l'émission publique de parts au prix unitaire de 11,05 \$. En règlement de son droit préférentiel de souscription dans le cadre de l'émission publique, la Société a souscrit pour 20,5 M\$ de parts de catégorie B de la Société en commandite Crombie (pouvant être converties au pair en parts du FPI Crombie). Par conséquent, la participation de la Société dans le FPI Crombie a diminué, passant de 47,4 % à 47,0 %. Au cours du trimestre également, Crombie a émis 500 542 parts, car une partie de ses débentures convertibles de catégorie B ont été converties en parts du FPI Crombie. Cette conversion a eu pour effet de réduire davantage la participation d'Empire dans le FPI Crombie, laquelle est passée à 46,6 %.

Le 28 septembre 2010, des filiales de la Société ont vendu au FPI Crombie dix propriétés, pour un produit net de 95,5 M\$, soit le montant de la juste valeur de marché. Puisqu'il s'agissait de ventes à un investissement comptabilisé à la valeur de consolidation, les gains sur ces opérations n'ont pas été comptabilisés dans les résultats; les gains (après impôts) ont plutôt réduit la valeur comptable de la participation de la Société dans le FPI Crombie.

Information supplémentaire

Des renseignements supplémentaires sur la Société ont été déposés par voie électronique auprès des divers organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (" SEDAR ") qui est accessible en ligne à l'adresse www.sedar.com.

Définition des mesures non conformes aux PCGR

Certaines mesures mentionnées dans le présent communiqué n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR du Canada. Elles peuvent donc ne pas se prêter à une comparaison avec les mesures nommées de la même façon et présentées par d'autres sociétés ouvertes. La Société utilise ces mesures, car elle croit que certains investisseurs s'en servent pour évaluer le rendement financier d'Empire.

Les mesures non conformes aux PCGR utilisées par Empire sont définies ci-après : (i) les résultats d'exploitation s'entendent du bénéfice net avant les gains (pertes) en capital et autres éléments; (ii) le bénéfice d'exploitation, ou le bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices (" BAII "), s'entend des résultats d'exploitation avant la part des actionnaires sans contrôle, les intérêts débiteurs et les impôts sur les bénéfices; (iii) le BAIIA correspond au BAII plus l'amortissement; (iv) la dette portant intérêt s'entend de toute dette portant intérêt, notamment les emprunts bancaires, les acceptations bancaires, la dette à long terme et les éléments du passif liés aux actifs destinés à la vente; (v) le capital total s'entend de la dette portant intérêt plus les capitaux propres; (vi) la dette nette s'entend de la dette portant intérêt moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie; (vii) les fonds provenant de l'exploitation s'entendent des résultats d'exploitation plus l'amortissement; (viii) les ventes des magasins comparables sont celles des magasins situés aux mêmes endroits au cours des deux périodes présentées et (ix) les flux de trésorerie disponibles s'entendent des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, diminués des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué renferme des énoncés prospectifs qui traduisent les prévisions de la direction concernant les objectifs, les plans, les buts, les stratégies, la croissance future, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, le rendement, les perspectives et les occasions d'affaires de la Société. Tous les énoncés autres que les énoncés concernant des faits historiques inclus dans le présent communiqué, y compris les énoncés concernant les objectifs, les plans, les buts, les stratégies, la croissance future, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, le rendement, les perspectives et les occasions d'affaires de la Société peuvent constituer des énoncés prospectifs. Des termes ou des expressions tels que " anticiper ", " s'attendre à ", " croire ", " estimer ", " avoir l'intention de ", " prévoir ", " demeurer persuadé que ", et d'autres expressions semblables, ainsi que leur utilisation au futur ou au conditionnel ou avec la négation, sont généralement associés aux énoncés prospectifs.

Ces énoncés prospectifs incluent les éléments suivants :

- La conviction de la Société selon laquelle sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie, ses flux de trésorerie liés à l'exploitation futurs et ses facilités de crédit disponibles lui permettront de financer ses dépenses en immobilisations, ses cotisations au régime de retraite, son fonds de roulement et ses besoins courants pour les futures périodes, notamment les sorties de fonds prévues, et sa conviction selon laquelle elle dispose de suffisamment de fonds pour répondre à ces exigences et respecter les autres obligations à long terme, autant d'éléments pouvant être touchés par l'évolution des conditions des marchés financiers et de la conjoncture économique;
- Les prévisions de la Société selon lesquelles ses sources de trésorerie combleront de façon appropriée ses besoins financiers à court et à long

terme, qui risquent de subir l'incidence de l'incertitude entourant l'économie à l'heure actuelle;

- Les prévisions de la Société concernant l'acquisition d'actions privilégiées de série 2 supplémentaires aux fins d'annulation d'ici la fin de l'année civile 2010, lesquelles pourraient être touchées par les conditions des marchés et la présence ou non de vendeurs; et
- Les prévisions de la Société relativement à l'incidence de la transition aux IFRS, laquelle fait actuellement l'objet d'une évaluation par la Société.

Ces énoncés, fondés sur les hypothèses et les opinions raisonnables de la direction d'Empire, sont formulés à la lumière des renseignements dont elle dispose actuellement. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont présentés dans le but d'aider les porteurs de titres de la Société à comprendre sa situation financière et ses résultats d'exploitation pour les périodes terminées aux dates indiquées et en date de celles-ci, ainsi que les priorités et les objectifs stratégiques de la Société, et ils pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Par leur nature même, les énoncés prospectifs exigent que la Société émette des hypothèses et sont soumis à des risques et incertitudes inhérents donnant lieu à la possibilité que les prédictions, les prévisions, les attentes ou les conclusions de la Société ne soient pas exactes, que les hypothèses de la Société ne s'avèrent pas et que les objectifs, les buts stratégiques et les priorités de la Société ne soient pas atteints. Bien que la Société estime que les prédictions, les prévisions, les attentes et les conclusions reflétées dans les énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir que les énoncés formulés s'avèreront. De tels énoncés prospectifs ne constituent pas des faits, mais ne font que traduire les estimations et les attentes de la direction. Ces énoncés sont soumis à des incertitudes et à d'autres facteurs pouvant causer un écart important entre les résultats réels et ceux prévus. Ces facteurs comprennent notamment, mais sans s'y limiter : les changements touchant les conditions industrielles, commerciales et économiques en général; la concurrence exercée par les concurrents, existants et nouveaux; les prix de l'énergie; les problèmes d'approvisionnement; la gestion des stocks; les variations de la demande en raison du caractère saisonnier des activités; les taux d'intérêt; les changements relatifs aux lois et à la réglementation; les efficacités d'exploitation; et les mesures de réduction des coûts. En outre, ces incertitudes et risques sont décrits dans les documents déposés périodiquement par la Société auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières, y compris la rubrique concernant la gestion du risque du rapport de gestion faisant partie du rapport annuel de la Société.

Empire tient à souligner que la liste des facteurs importants n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur ses résultats. Les lecteurs sont fortement invités à soupeser attentivement les risques, les incertitudes et les hypothèses au moment d'évaluer les énoncés prospectifs et sont priés de ne pas se fier outre mesure à ces déclarations prospectives. Les énoncés prospectifs pourraient ne pas tenir compte de l'incidence sur les activités de la Société d'opérations survenant après la publication de tels énoncés. Par exemple, des cessions, acquisitions, dévaluations d'actifs ou autres changements annoncés ou survenant après la publication de tels énoncés pourraient ne pas être reflétés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué reflètent les attentes de la Société en date du 9 décembre 2010 et pourraient varier après cette date. À moins que les lois applicables sur les valeurs mobilières ne l'exigent, la Société ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives formulées de temps à autre par elle ou en son nom.

Invitation à la conférence téléphonique

Le jeudi 9 décembre 2010, à compter de 14 h 30 HNE, la Société tiendra une conférence téléphonique au cours de laquelle des membres de la haute direction analyseront ses résultats financiers du deuxième trimestre de l'exercice 2011, trimestre terminé le 30 octobre 2010. Pour participer à cette conférence, veuillez composer le 1-888-231-8191 à l'extérieur de la région de Toronto ou le 647-427-7450, dans la région de Toronto. Il sera également possible d'écouter une diffusion Web audio en direct de la conférence sur le site Web de la Société, à l'adresse www.empireco.ca. Un enregistrement de la conférence pourra être écouté jusqu'à minuit, le 16 décembre 2010, en composant le 1-800-642-1687 et en entrant le code d'accès 27940803. L'enregistrement sera aussi archivé sur le site de la Société pendant 90 jours après la conférence téléphonique.

Empire

La société canadienne Empire Company Limited (EMP.A à la Bourse de Toronto) a son siège social à Stellarton, en Nouvelle-Écosse. Les principaux secteurs d'activité d'Empire sont la vente au détail de produits alimentaires et les activités immobilières connexes. Fortes de produits annuels de plus de 15 G\$ et d'un actif d'environ 6,4 G\$, Empire et ses sociétés apparentées, y compris ses détaillants franchisés et affiliés, emploient environ 90 000 personnes.

EMPIRE COMPANY LIMITED

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars)

	30 octobre 2010 non vérifié	1er mai 2010 vérifié	31 octobre 2009 non vérifié
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	537,6 \$	401,0 \$	210,9 \$
Débiteurs	341,5	336,9	321,0
Prêts et autres créances	60,6	105,8	87,5
Impôts sur les bénéfices à recevoir	16,9	-	17,0
Stocks (note 4)	946,2	880,3	891,8
Frais payés d'avance	56,4	70,1	53,4
	1 959,2	1 794,1	1 581,6
Placements, à la valeur de réalisation	11,6	10,9	11,6
Placements, à la valeur de consolidation (valeur de réalisation de 417,1 \$; 476,8 \$ au 1er mai 2010; 401,7 \$ au 31 octobre 2009) (note 5)	25,2	56,8	56,4
Prêts et autres créances	77,1	79,2	78,0
Autres éléments d'actif (note 6)	100,9	94,5	86,8
Immobilisations corporelles	2 536,7	2 548,7	2 554,6
Actifs destinés à la vente	24,5	36,5	20,4
Actifs incorporels	460,1	455,0	447,5
Écart d'acquisition	1 172,6	1 172,6	1 171,6
	6 367,9 \$	6 248,3 \$	6 008,5 \$
PASSIF			
Passif à court terme			
Dette bancaire	13,0 \$	17,8 \$	77,4 \$
Créditeurs et charges à payer	1 621,7	1 621,6	1 481,6
Impôts sur les bénéfices à payer	-	19,5	-
Impôts futurs	49,1	50,9	42,3
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	57,5	379,4	366,3
	1 741,3	2 089,2	1 967,6

Dette à long terme (note 7)	1 118,5	829,0	840,4
Obligation au titre des avantages sociaux futurs	128,6	125,1	121,5
Impôts futurs	84,9	86,4	84,6
Autres éléments du passif à long terme	140,5	130,6	128,4
Part des actionnaires sans contrôle	35,4	35,6	39,0
	-----	-----	-----
	3 249,2	3 295,9	3 181,5
	-----	-----	-----
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions (note 8)	320,4	325,1	324,5
Surplus d'apport	4,0	3,2	2,4
Bénéfices non répartis	2 816,3	2 652,2	2 535,8
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 9)	(22,0)	(28,1)	(35,7)
	-----	-----	-----
	3 118,7	2 952,4	2 827,0
	-----	-----	-----
	6 367,9 \$	6 248,3 \$	6 008,5 \$
	-----	-----	-----
	-----	-----	-----

Passif éventuel (note 18)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période intermédiaire.

EMPIRE COMPANY LIMITED

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

PÉRIODES DE 26 SEMAINES TERMINÉES LE

(non vérifié, en millions de dollars)

	30 octobre 2010	31 octobre 2009
	-----	-----
Solde au début déjà établi	2 652,2 \$	2 405,8 \$
Ajustement lié à l'adoption d'une nouvelle norme comptable (note 1)	-	(4,7)
	-----	-----
Solde au début retraité	2 652,2	2 401,1
Bénéfice net	214,4	160,1
Dividendes		
Actions ordinaires	(27,3)	(25,4)
Prime sur les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(23,0)	-
	-----	-----
Solde à la fin	2 816,3 \$	2 535,8 \$
	-----	-----
	-----	-----

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période intermédiaire.

EMPIRE COMPANY LIMITED

RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

PÉRIODES TERMINÉES LE

(non vérifié, en millions de dollars)

	30 octobre 2010 (13 sem.)	31 octobre 2009 (13 sem.)	30 octobre 2010 (26 sem.)	31 octobre 2009 (26 sem.)
	-----	-----	-----	-----
Bénéfice net	132,8 \$	70,4 \$	214,4 \$	160,1 \$
	-----	-----	-----	-----
Autres éléments du résultat étendu				
Gains latents sur les actifs financiers disponibles à la vente, après impôts de 0,1 \$; 0,1 \$; 0,1 \$; 0,1 \$	0,8	0,3	0,6	0,4
Gains latents sur les instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, après impôts de 0,6 \$; 1,0 \$; 0,4 \$; 2,2 \$	1,6	2,2	1,0	4,2
Reclassement dans les résultats des pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, après impôts de 0,6 \$; 0,7 \$; 1,3 \$; 1,5 \$	1,4	1,5	2,9	3,0
Part du résultat étendu des entités comptabilisées à la valeur de consolidation, après impôts de 0,2 \$; 0,7 \$; 0,4 \$; 3,8 \$	0,6	1,3	1,4	6,8
Ajustement de change	(0,6)	(1,0)	0,2	(1,6)
	-----	-----	-----	-----
	3,8	4,3	6,1	12,8
	-----	-----	-----	-----
Résultat étendu	136,6 \$	74,7 \$	220,5 \$	172,9 \$
	-----	-----	-----	-----

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période intermédiaire.

EMPIRE COMPANY LIMITED

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

PÉRIODES TERMINÉES LE

(non vérifié, en millions de dollars, sauf les données par action)

	30 octobre 2010 (13 sem.)	31 octobre 2009 (13 sem.)	30 octobre 2010 (26 sem.)	31 octobre 2009 (26 sem.)
Produits	3 912,0 \$	3 874,7 \$	7 953,2 \$	7 843,2 \$
Charges d'exploitation				
Coût des produits vendus, frais de vente et d'administration	3 710,5	3 675,2	7 533,1	7 439,1
Amortissement	89,2	85,8	175,4	167,8
	-----	-----	-----	-----
	112,3	113,7	244,7	236,3
Revenus de placement (note 10)	10,4	7,0	18,3	14,6
	-----	-----	-----	-----
Bénéfice d'exploitation	122,7	120,7	263,0	250,9
	-----	-----	-----	-----
Intérêts débiteurs				
Dettes à long terme	16,6	16,8	35,6	34,2
Dettes à court terme	1,2	1,2	1,8	2,0
	-----	-----	-----	-----
	17,8	18,0	37,4	36,2
	-----	-----	-----	-----
	104,9	102,7	225,6	214,7
Gains (pertes) en capital et autres éléments (note 11)	57,3	(3,0)	57,3	(2,4)
	-----	-----	-----	-----
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	162,2	99,7	282,9	212,3
	-----	-----	-----	-----
Impôts sur les bénéfices (note 12)				
Exigibles	31,2	38,9	70,7	57,8
Futurs	(5,0)	(9,8)	(9,7)	(10,8)
	-----	-----	-----	-----
	26,2	29,1	61,0	47,0
	-----	-----	-----	-----

Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	136,0	70,6	221,9	165,3
Part des actionnaires sans contrôle	3,2	0,2	7,5	5,2
Bénéfice net	132,8 \$	70,4 \$	214,4 \$	160,1 \$
Bénéfice par action (note 3)				
De base	1,95 \$	1,03 \$	3,14 \$	2,34 \$
Dilué	1,94 \$	1,03 \$	3,13 \$	2,34 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, en millions (note 8)				
De base	68,1	68,4	68,2	68,4
Dilué	68,3	68,5	68,4	68,5

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période intermédiaire.

EMPIRE COMPANY LIMITED				
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS				
PÉRIODES TERMINÉES LE				
(non vérifié, en millions de dollars)				
	30 octobre 2010 (13 sem.)	31 octobre 2009 (13 sem.)	30 octobre 2010 (26 sem.)	31 octobre 2009 (26 sem.)
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	132,8 \$	70,4 \$	214,4 \$	160,1 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie (note 13)	5,7	85,4	97,6	174,8
	138,5	155,8	312,0	334,9
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	(15,2)	(94,1)	(87,0)	(65,3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	123,3	61,7	225,0	269,6

Activités				
d'investissement				
Augmentation nette des placements	(25,5)	(10,4)	(25,8)	(46,0)
Produit net de la vente de Wajax (note 2)	121,3	-	121,3	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(157,4)	(105,2)	(242,9)	(199,2)
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	118,7	6,9	144,1	64,5
Acquisitions d'actifs incorporels	(11,0)	(6,9)	(20,6)	(14,6)
Prêts et autres créances (Augmentation) diminution des autres éléments d'actif	(10,0)	(9,9)	(1,8)	(2,6)
Acquisition d'entreprises (note 17)	(4,1)	(11,4)	(8,7)	(14,5)
	-----	-----	-----	-----
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	67,5	(133,3)	13,0	(236,8)
	-----	-----	-----	-----
Activités de financement				
(Diminution) augmentation de la dette bancaire	(29,2)	7,6	(4,8)	31,5
Émission de la dette à long terme	19,7	21,9	179,2	66,5
Remboursement de la dette à long terme	(94,9)	(33,5)	(213,1)	(121,0)
Part des actionnaires sans contrôle	(2,6)	(1,4)	(7,7)	(5,1)
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (Note 8)	(27,7)	-	(27,7)	-
Dividendes sur les actions ordinaires	(13,6)	(12,7)	(27,3)	(25,4)
	-----	-----	-----	-----
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(148,3)	(18,1)	(101,4)	(53,5)
	-----	-----	-----	-----
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	42,5	(89,7)	136,6	(20,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	495,1	300,6	401,0	231,6
	-----	-----	-----	-----

Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	537,6 \$	210,9 \$	537,6 \$	210,9 \$
	-----	-----	-----	-----

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période intermédiaire.

EMPIRE COMPANY LIMITED

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 30 OCTOBRE 2010

(non vérifié, en millions de dollars, sauf les données par action)

1. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus (" PCGR ") du Canada et comprennent les comptes d'Empire Company Limited (la " Société ") et de toutes ses filiales, y compris ceux de Sobeys Inc. (" Sobeys "), filiale en propriété exclusive, et de certaines entreprises considérées comme des entités à détenteurs de droits variables (" EDDV ") sur lesquelles elle exerce un contrôle autrement que par la détention d'une majorité des droits de vote.

États financiers consolidés intermédiaires

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux exigences du chapitre 1751, " États financiers intermédiaires ", du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (" ICCA "). Par conséquent, certaines informations et autres informations à fournir par voie de note, habituellement incluses dans les états financiers annuels dressés conformément aux PCGR, ont été omises ou condensées. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 1er mai 2010, tels qu'ils sont présentés dans le rapport annuel pour l'exercice 2010.

Selon la direction, les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés contiennent tous les ajustements qu'elle estime nécessaires pour donner une image fidèle des résultats d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie. Sauf indication contraire ci-dessous, les conventions et les méthodes de calcul utilisées pour dresser ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés sont les mêmes que celles ayant servi à dresser les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 1er mai 2010.

Normes et conventions comptables adoptées au cours de l'exercice 2010

Écart d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, " Écarts d'acquisition et actifs incorporels ", qui a remplacé le chapitre 3062, " Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels " et le chapitre 3450, " Frais de recherche et développement ". La nouvelle norme fournit des lignes directrices sur la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et la déclaration de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. Par suite de l'adoption du chapitre 3064, l'abrégé 27 du Comité sur les problèmes nouveaux (" CPN "), intitulé " Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation ", ne s'applique plus. La Société a mis en œuvre ces exigences à compter du premier trimestre de l'exercice 2010, rétrospectivement et avec retraitement des périodes comparatives, conformément aux dispositions transitoires. L'incidence initiale de la nouvelle norme au 2 mai 2009 a été une baisse de 6,9 \$ des frais payés d'avance, une diminution de 62,4 \$ des autres éléments d'actif, une réduction de 33,7 \$ des immobilisations corporelles, une hausse de 96,1 \$ des actifs incorporels, une baisse de 2,2 \$ des passifs d'impôts

futurs, ainsi qu'une réduction de 4,7 \$ des bénéfices non répartis.

Instruments financiers - Informations à fournir

En juin 2009, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 3862, " Instruments financiers - Informations à fournir ", afin que les exigences de ce chapitre soient plus conformes à celles prescrites en vertu des Normes internationales d'information financière (" IFRS "). Ces modifications incluent des obligations d'information supplémentaires concernant les évaluations de la juste valeur des instruments financiers et des risques de liquidité. Les modifications s'appliquent aux états financiers annuels des exercices qui prennent fin après le 30 septembre 2009. La Société a mis en œuvre ces obligations d'information supplémentaires, conformément aux dispositions transitoires. Les nouvelles informations communiquées n'ont pas eu d'incidence importante.

Futures modifications de normes et de conventions comptables

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables fondées sur l'IFRS 3, " Regroupements d'entreprises ", du Conseil des normes comptables internationales. Le chapitre 1582, " Regroupements d'entreprises ", qui remplace le chapitre 1581 du même nom, a pour objet d'améliorer la pertinence, la fiabilité et la comparabilité de l'information relative à un regroupement d'entreprises fournie dans des états financiers. Ce chapitre doit être appliqué à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice ouvert le 1er janvier 2011 ou à une date ultérieure, et les actifs et les passifs nés de regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition précède l'entrée en vigueur de ce chapitre ne doivent pas être ajustés au moment de son entrée en vigueur. Les chapitres 1601, " États financiers consolidés ", et 1602, " Participations sans contrôle ", remplacent le chapitre 1600, " États financiers consolidés ", et définissent les normes pour l'établissement d'états financiers consolidés et pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, d'une participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels consolidés des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. Cependant, l'entité qui choisit l'adoption anticipée doit adopter les trois normes simultanément. La Société évalue actuellement l'incidence de ces nouvelles normes.

Accords de prestations multiples générateurs de produits

En décembre 2009, l'ICCA a publié l'abrégé 175 du CPN, intitulé " Accords de prestations multiples générateurs de produits ". L'abrégé 175, qui remplace l'abrégé 142 du CPN, du même titre, traite de certains aspects \ de la comptabilisation, par un fournisseur, des accords en vertu desquels celui-ci exécutera de multiples activités génératrices de produits. Cette nouvelle norme s'applique aux états financiers consolidés annuels des exercices ouverts le 1er janvier 2011 ou à une date ultérieure, son adoption anticipée étant permise au début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers.

2. Vente du Fonds de revenu Wajax

Le 5 octobre 2010, ECL Western Holdings Limited (filiale en propriété exclusive de la Société) a vendu sa participation de 27,5 % dans le Fonds de revenu Wajax (" Wajax "). Dans le cadre d'un reclassement de titres, la Société a vendu un total de 4,58 millions de parts de Wajax, pour un produit net de 121,3 \$. Voici les détails de la vente :

Produit net	121,3 \$
Valeur comptable	34,5

Gain en capital avant impôts sur les bénéfices	86,8
Impôts sur les bénéfices	6,7

Gain en capital net	80,1 \$

3. Bénéfice par action

Le bénéfice attribuable aux actions ordinaires comprend ce qui suit :

	2010 (13 sem.)	2009 (13 sem.)	2010 (26 sem.)	2009 (26 sem.)
	-----	-----	-----	-----
Résultats d'exploitation	73,9 \$	72,1 \$	155,5 \$	144,3 \$
Gains (pertes) en capital et autres éléments, après impôts de (1,6)\$; (1,3)\$; (1,6)\$; (18,2)\$	58,9	(1,7)	58,9	15,8
	-----	-----	-----	-----
Bénéfice attribuable aux actions ordinaires	132,8 \$	70,4 \$	214,4 \$	160,1 \$
	-----	-----	-----	-----

Les impôts sur les bénéfices de (18,2)\$ pour la période de 26 semaines terminée le 31 octobre 2009 tiennent compte d'une économie d'impôts de 17,0 \$ (voir note 12).

Le bénéfice par action est composé des éléments suivants :

Résultats d'exploitation	1,09 \$	1,06 \$	2,28 \$	2,11 \$
Gains (pertes) en capital et autres éléments, montant net	0,86	(0,03)	0,86	0,23
	-----	-----	-----	-----
Bénéfice par action, de base	1,95 \$	1,03 \$	3,14 \$	2,34 \$
	-----	-----	-----	-----
	-----	-----	-----	-----
Résultats d'exploitation	1,08 \$	1,06 \$	2,27 \$	2,11 \$
Gains (pertes) en capital et autres éléments, montant net	0,86	(0,03)	0,86	0,23
	-----	-----	-----	-----
Bénéfice par action, après dilution	1,94 \$	1,03 \$	3,13 \$	2,34 \$
	-----	-----	-----	-----
	-----	-----	-----	-----

4. Stocks

Le coût des stocks constaté comme une charge pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010 s'est élevé à 2 904,1 \$ et 5 922,3 \$ (2 909,4 \$ et 5 890,6 \$ en 2009), respectivement. La Société a comptabilisé une somme de 14,6 \$ (12,9 \$ en 2009) en lien avec la dépréciation des stocks détenus en date du 30 octobre 2010 en deçà de leur coût jusqu'à leur valeur de réalisation nette.

5. Placements, à la valeur de consolidation

	30 octobre 2010	1er mai 2010	31 octobre 2009
	-----	-----	-----
Fonds de revenu Wajax (participation de 27,5 %)	- \$	30,8 \$	30,4 \$
FPI Crombie (participation de 46,9 %)	(1,7)	8,4	14,1
Participation dans des immeubles résidentiels aux États-Unis	23,5	17,6	11,9
	-----	-----	-----
	25,2 \$	56,8 \$	56,4 \$
	-----	-----	-----

La valeur comptable de la participation de la Société dans Wajax se détaille comme suit :

	30 octobre 2010	31 octobre 2009
	-----	-----
Solde au début	30,8 \$	31,0 \$
Quote-part du bénéfice	8,7	4,6
Part du résultat étendu	0,9	(0,1)
Distributions reçues	(5,9)	(5,1)
Vente de la participation dans Wajax	(34,5)	-
	-----	-----
Solde à la fin	- \$	30,4 \$
	-----	-----

La valeur comptable de la participation de la Société dans le FPI Crombie se détaille comme suit :

	30 octobre 2010	31 octobre 2009
	-----	-----
Solde au début	8,4 \$	(19,7) \$
Quote-part du bénéfice		
Activités poursuivies	8,5	9,8
Autres charges	-	(4,7)
Part du résultat étendu	1,0	10,7
Distributions reçues	(13,0)	(12,0)
Report des gains à la vente d'une propriété	(24,6)	-
Participation acquise dans le FPI Crombie	20,5	30,0
Gain lié à la dilution	0,9	-
	-----	-----
Solde à la fin	1,7 \$	14,1 \$
	-----	-----

Le 4 août 2010, le FPI Crombie a conclu une convention de prise ferme visant l'émission publique de parts au prix unitaire de 11,05 \$. En règlement de son droit préférentiel de souscription dans le cadre de l'émission publique, la

Société a souscrit pour 20,5 \$ de parts de catégorie B (pouvant être converties au pair en parts du FPI Crombie). Par conséquent, la participation de la Société dans le FPI Crombie a diminué, passant de 47,4 % à 46,9 %.

6. Autres éléments d'actif

Papier commercial adossé à des actifs

Les autres actifs comprennent un montant de 30,0 \$ (30,0 \$ au 1er mai 2010) de papier commercial adossé à des actifs (" PCAA ") de tiers dont la Société évalue la juste valeur à 21,2 \$ (21,2 \$ au 1er mai 2010), soit environ 71 % (71 % au 1er mai 2010) de la valeur nominale. Le 21 janvier 2009, la Société a sorti du bilan les actifs existants détenus jusqu'à échéance et a reçu des billets restructurés de catégorie VAC II : A1 - 7,8 \$; A2 - 17,5 \$; B - 3,2 \$; C - 0,9 \$ et 0,6 \$ de billets de suivi (les " billets restructurés ") au sens de l'Accord de Montréal majorés des intérêts courus. Les billets A1 et A2 ont reçu la note A de l'agence Dominion Bond Rating Service (" DBRS "). Les billets restants n'ont pas encore été cotés. Les billets restructurés sont des billets à taux variable dont les versements sont prévus en janvier 2017.

Le 21 septembre 2010, DBRS a revu à la hausse la note qu'elle avait attribuée aux billets A1, la faisant passer de A à A (élevé). Le 11 août 2009, DBRS a revu à la baisse la note qu'elle avait attribuée aux billets A2, la faisant passer de A à BBB (faible) avec une tendance négative. La tendance négative a été retirée le 9 février 2010. Cette révision à la baisse de la cote n'a pas eu d'incidence importante sur la juste valeur des billets. L'incertitude persistante en ce qui concerne la valeur des actifs sous-jacents au PCAA, le montant des flux de trésorerie connexes et le moment où ils seront générés ainsi que l'issue du processus de restructuration pourraient modifier considérablement la valeur du placement de la Société dans le PCAA, ce qui pourrait avoir une incidence sur ses résultats futurs. La Société est d'avis qu'elle dispose de facilités de crédit suffisantes pour respecter les échéances liées à ses obligations financières et elle ne prévoit aucune incidence défavorable importante sur ses activités découlant de l'actuel problème d'illiquidité du PCAA de tiers.

La Société a classé ces billets comme détenus à des fins de transaction et, par conséquent, ils sont évalués à leur juste valeur à chaque période considérée. Pour l'exercice 2009, la Société a reçu des intérêts de 1,0 \$ et inscrit une provision avant impôts de 4,7 \$. La Société a mis à jour son analyse de la juste valeur des billets restructurés, en tenant compte de certains facteurs, notamment de différents scénarios de flux de trésorerie et de taux d'actualisation ajustés selon le risque estimatifs, et elle a inscrit un gain avant impôts de 3,4 \$ pour l'exercice terminé le 1er mai 2010. Les taux d'actualisation varient selon la cote de crédit attribuée aux billets restructurés à taux variable à long terme. Les taux d'actualisation ont été estimés à l'aide des taux de référence du gouvernement du Canada, majorés des écarts prévus sur des instruments cotés de la même façon et ayant une structure et une échéance similaires. La Société a réalisé une analyse de sensibilité sur ses taux d'actualisation prévus utilisés dans l'analyse de la juste valeur et elle a déterminé qu'une variation de 1 % entraînerait une variation avant impôts de la juste valeur de ces placements d'environ 1,7 \$ (1,6 \$ au 1er mai 2010).

7. Dette à long terme

Le 1er juin 2010, Sobeys a déposé un prospectus simplifié visant l'émission de billets à moyen terme non garantis d'un montant pouvant atteindre 500,0 \$. Le 7 juin 2010, Sobeys a émis pour 150,0 \$ en nouveaux billets à moyen terme offrant un rendement de 6,64 % et échéant le 7 juin 2040.

Le 4 juin 2010, la Société a renouvelé sa facilité de crédit, dont le montant consenti, soit 650,0 M\$, a été réduit à 450,0 \$ et l'échéance, fixée au 30 juin 2013.

8. Capital-actions

Au cours du deuxième trimestre, la Société a racheté aux fins d'annulation 513 579 actions de catégorie A sans droit de vote. Le prix d'achat a été de 27,7 \$, dont une somme de 23,0 \$ (qui représente la prime sur les actions ordinaires rachetées pour annulation) a été portée aux bénéfices non répartis.

9. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Le tableau suivant donne plus de précisions sur le cumul des autres éléments du résultat étendu :

	30 octobre 2010	1er mai 2010	31 octobre 2009
	-----	-----	-----
Solde au début	(28,1)\$	(48,5)\$	(48,5)\$
Autres éléments du résultat étendu pour la période	6,1	20,4	12,8
Solde à la fin	(22,0)\$	(28,1)\$	(35,7)\$
	-----	-----	-----

Une perte nette estimée à 4,1 \$, inscrite dans le cumul des autres éléments du résultat étendu en lien avec des couvertures de flux de trésorerie en date du 30 octobre 2010 (5,9 \$ au 31 octobre 2009), devrait être reclassée dans le bénéfice net au cours des douze prochains mois. Les soldes seront reclassés dans le bénéfice net au plus tard dans huit ans.

10. Revenus de placement

	2010 (13 sem.)	2009 (13 sem.)	2010 (26 sem.)	2009 (26 sem.)
	-----	-----	-----	-----
Revenus de dividendes et d'intérêts	0,2 \$	0,2 \$	0,4 \$	0,2 \$
Quote-part du bénéfice de sociétés comptabilisées à la valeur de consolidation	10,2	6,8	17,9	14,4
	10,4 \$	7,0 \$	18,3 \$	14,6 \$
	-----	-----	-----	-----

11. Gains (pertes) en capital et autres éléments

	2010 (13 sem.)	2009 (13 sem.)	2010 (26 sem.)	2009 (26 sem.)
	-----	-----	-----	-----
Gain sur la vente de Wajax (note 2)	86,8 \$	- \$	86,8 \$	- \$
Don de parts de Wajax	(6,0)	-	(6,0)	-
Coûts liés à la fermeture des magasins et du centre de distribution	(21,5)	-	(21,5)	-
Réduction de la valeur comptable d'actifs du secteur immobilier	(2,7)	-	(2,7)	-
Gain (perte) sur la vente de propriétés	0,7	(0,1)	0,7	0,1
Quote-part des autres charges du FPI Crombie	-	(4,7)	-	(4,7)

Variation de la juste valeur du papier commercial adossé à des actifs de tiers canadiens (note 6)	-	1,3	-	1,3
Gains de change	-	0,5	-	0,9
	-----	-----	-----	-----
	57,3 \$	(3,0) \$	57,3 \$	(2,4) \$
	-----	-----	-----	-----

Au cours de la période de 13 semaines terminée le 30 octobre 2010, Sobeys a inscrit des coûts avant impôts de 16,1 \$ en lien avec la bannière Price Chopper en Ontario en raison de la fermeture prochaine de magasins et des coûts avant impôts de 5,4 \$ au titre des indemnités de départ associées à la fermeture future du centre de distribution de Brantford, en Ontario.

La Société a comptabilisé une charge d'amortissement de 2,7 \$ afin de réduire la valeur comptable d'une propriété commerciale à sa juste valeur pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture du marché de cette propriété.

12. Impôts sur les bénéfices

Le taux d'imposition effectif de la Société pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010 est inférieur à celui de l'exercice précédent, principalement en raison des taux d'imposition réduits applicables pour le traitement fiscal des gains en capital sur la vente de Wajax (note 2).

Le taux d'imposition effectif de la période de 26 semaines terminée le 31 octobre 2009, soit 22,1 %, diffèrait du taux combiné d'imposition prévu par la loi de 30,4 % en raison du règlement qui a été négocié avec l'Agence du revenu du Canada concernant le traitement fiscal des gains réalisés à la vente des actions de Hannaford Bros. Co. au cours de l'exercice 2001. La charge d'impôts a été réduite de 17,0 \$ par suite de ce règlement.

13. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

	2010 (13 sem.)	2009 (13 sem.)	2010 (26 sem.)	2009 (26 sem.)
	-----	-----	-----	-----
a) Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Amortissement	79,7 \$	78,3 \$	157,3 \$	151,8 \$
Amortissement des actifs incorporels	9,5	7,5	18,1	16,0
Impôts futurs	(5,0)	(9,8)	(9,7)	(10,8)
Gain sur la vente d'actifs	(1,4)	(1,7)	(1,7)	(1,5)
Amortissement d'autres éléments d'actif	-	2,5	-	0,3
Quote-part du bénéfice d'autres entités, déduction faite des dividendes reçus	0,2	6,7	1,0	7,4
Provision sur le papier commercial adossé à des actifs	-	(1,3)	-	(1,3)
Part des actionnaires sans contrôle	3,2	0,2	7,5	5,2
Rémunération à base d'actions	0,4	0,3	0,8	0,7
Obligation locative à long terme	1,5	1,1	4,9	3,9
Obligation au titre				

des avantages sociaux futurs	1,7	1,6	3,5	3,1
Gain sur la vente de Wajax	(86,8)	-	(86,8)	-
Réduction de la valeur comptable d'actifs du secteur immobilier	2,7	-	2,7	-
	-----	-----	-----	-----
	5,7 \$	85,4 \$	97,6 \$	174,8 \$
	-----	-----	-----	-----
	-----	-----	-----	-----

b) Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Intérêts versés	20,3 \$	21,9 \$	31,7 \$	34,2 \$
	-----	-----	-----	-----
	-----	-----	-----	-----

Impôts sur les bénéfices versés	32,5 \$	28,0 \$	110,3 \$	73,4 \$
	-----	-----	-----	-----
	-----	-----	-----	-----

14. Informations sectorielles

	2010 (13 sem.)	2009 (13 sem.)	2010 (26 sem.)	2009 (26 sem.)
	-----	-----	-----	-----
Produits sectoriels				
Vente au détail de produits alimentaires	3 853,4 \$	3 807,0 \$	7 828,7 \$	7 713,7 \$
	-----	-----	-----	-----
Immobilier				
Propriétés résidentielles	7,5	14,0	22,6	25,4
Propriétés commerciales	3,3	4,7	7,3	8,4
	-----	-----	-----	-----
	10,8	18,7	29,9	33,8
	-----	-----	-----	-----
Placements et autres activités	50,1	52,3	98,0	99,6
	-----	-----	-----	-----
	3 914,3	3 878,0	7 956,6	7 847,1
	-----	-----	-----	-----
Élimination intersectorielle	(2,3)	(3,3)	(3,4)	(3,9)
	-----	-----	-----	-----
	3 912,0 \$	3 874,7 \$	7 953,2 \$	7 843,2 \$
	-----	-----	-----	-----
	-----	-----	-----	-----

	2010 (13 sem.)	2009 (13 sem.)	2010 (26 sem.)	2009 (26 sem.)
Bénéfice d'exploitation sectoriel				
Vente au détail de produits alimentaires	109,5 \$	106,3 \$	235,7 \$	227,9 \$
Immobilier				
Propriétés résidentielles	3,7	7,3	11,8	12,4
FPI Crombie	4,4	4,9	8,5	9,8
Propriétés commerciales	0,9	1,4	1,8	1,1
Placements et autres activités				
Wajax	5,3	1,9	8,7	4,6
Autres activités, moins les charges du siège social	(1,1)	(1,1)	(3,5)	(4,9)
	122,7 \$	120,7 \$	263,0 \$	250,9 \$

	30 octobre 2010	1er mai 2010	31 octobre 2009
Actifs identifiables			
Vente au détail de produits alimentaires (exception faite de l'écart d'acquisition)	4 775,7 \$	4 524,0 \$	4 292,6 \$
Écart d'acquisition	1 131,8	1 131,8	1 130,8
Vente au détail de produits alimentaires	5 907,5	5 655,8	5 423,4
Immobilier	208,3	315,5	295,9
Placements et autres activités (y compris l'écart d'acquisition de 40,8 \$; 40,8 \$ au 1er mai 2010; 40,8 \$ au 31 octobre 2009)	252,1	277,0	289,2
	6 367,9 \$	6 248,3 \$	6 008,5 \$

	2010 (13 sem.)	2009 (13 sem.)	2010 (26 sem.)	2009 (26 sem.)
Amortissement				
Vente au détail de produits alimentaires	84,2 \$	80,5 \$	165,5 \$	157,2 \$
Immobilier	0,3	0,4	0,5	0,9
Placements et autres activités	4,7	4,9	9,4	9,7
	89,2 \$	85,8 \$	175,4 \$	167,8 \$

	2010 (13 sem.)	2009 (13 sem.)	2010 (26 sem.)	2009 (26 sem.)
Dépenses en immobilisations				
Vente au détail de produits alimentaires	142,1 \$	89,9 \$	218,5 \$	162,0 \$
Immobilier	5,6	12,9	9,5	30,4
Placements et autres activités	9,7	2,4	14,9	6,8
	157,4 \$	105,2 \$	242,9 \$	199,2 \$

15. Opérations entre apparentés

Les opérations entre apparentés sont conclues avec le FPI Crombie. La Société détient une participation de 46,9 % et comptabilise son placement selon la valeur de consolidation.

Au cours du deuxième trimestre, des filiales de la Société ont vendu dix propriétés commerciales au FPI Crombie, pour un produit net de 95,5 \$, soit le montant de la juste valeur de marché. Puisqu'il s'agissait de ventes à un investissement comptabilisé à la valeur de consolidation, les gains sur ces opérations n'ont pas été comptabilisés dans les résultats; les gains (après impôts) ont plutôt réduit la valeur comptable de la participation de la Société dans le FPI Crombie.

16. Avantages sociaux futurs

Pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010, la charge nette liée aux avantages sociaux futurs s'est élevée à 10,0 \$ et 20,1 \$ (10,3 \$ et 20,5 \$ en 2009), respectivement. La charge comprend les coûts des régimes de retraite à cotisations déterminées, des régimes de retraite à prestations déterminées, des avantages complémentaires de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi de la Société.

17. Acquisition d'entreprises

Sobeys fait l'acquisition de magasins affiliés et non affiliés, ainsi que de dossiers d'ordonnances de médicaments. Les résultats de ces acquisitions sont compris dans les résultats financiers consolidés de la Société à partir de la date de leur acquisition et ont été comptabilisés à l'aide de la méthode de l'acquisition.

	2010 (13 sem.)	2009 (13 sem.)	2010 (26 sem.)	2009 (26 sem.)
Magasins				

Stocks	2,4 \$	2,2 \$	5,9 \$	3,2 \$
Immobilisations corporelles	-	1,3	-	3,0
Actifs incorporels	1,5	3,7	2,5	3,7
Écart d'acquisition	-	-	-	0,2
Autres éléments d'actif (de passif)	0,2	(1,6)	0,3	(1,4)

Contrepartie en espèces	4,1 \$	5,6 \$	8,7 \$	8,7 \$

Dossiers d'ordonnances				

Actifs incorporels	- \$	5,8 \$	- \$	5,8 \$

Contrepartie en espèces	- \$	5,8 \$	- \$	5,8 \$

18. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société estime que ses déclarations fiscales sont appropriées et justifiables, certains éléments peuvent, de temps à autre, faire l'objet d'une révision et d'une contestation par l'administration fiscale.

La Société est visée par divers litiges et réclamations dans le cours normal de ses activités d'exploitation. La direction de la Société ne considère pas que le risque associé à ces litiges soit important, même si elle ne peut le prédire avec certitude.

19. Rémunération à base d'actions

Unités d'actions différées

Les membres du conseil d'administration peuvent choisir de recevoir une partie ou la totalité de leurs honoraires sous forme d'unités d'actions différées (" UAD ") plutôt qu'en espèces. Le nombre d'UAD reçues varie selon le cours des actions de catégorie A sans droit de vote de la Société à la date du versement des honoraires de chaque administrateur. D'autres UAD sont attribuées à titre d'équivalents de dividendes. Les UAD ne peuvent être rachetées pour une contrepartie en espèces tant que le détenteur est un administrateur de la Société. La valeur de rachat d'une UAD est égale à la valeur du cours d'une action de catégorie A sans droit de vote d'Empire Company Limited au moment du rachat. La Société évalue de façon régulière la valeur de l'obligation au titre des UAD en fonction de l'actuelle valeur de marché d'un nombre correspondant d'actions de catégorie A sans droit de vote et impute toute augmentation de l'obligation au titre des UAD aux charges d'exploitation. Au 30 octobre 2010, 113 605 UAD (95 372 au 31 octobre 2009) étaient en circulation. Au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice en cours, la charge de rémunération à base d'actions s'est chiffrée à 0,5 \$ et 1,1 \$ (0,4 \$ et 0,4 \$ en 2009), respectivement.

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours du premier trimestre, la Société a octroyé un nombre supplémentaire de 150 464 options à des employés en vertu de son régime d'options d'achat d'actions, ces options permettant d'acheter des actions de catégorie A sans droit de vote. Les options permettent à leurs détenteurs d'acheter des actions de catégorie A sans droit de vote au prix de 51,99 \$ l'action et arrivent à échéance en juin 2018. Les options comportent une période d'acquisition de quatre ans, 50 % des options n'étant acquises que si certains objectifs financiers sont atteints au cours d'un exercice donné. Ces options ont été traitées comme une charge de rémunération à base d'actions.

La charge de rémunération pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010 a été évaluée à 0,4 \$ et 0,8 \$ (0,3 \$ et 0,7 \$ en 2009), respectivement, et amortie sur la période d'acquisition des droits. L'augmentation totale du surplus d'apport en lien avec le coût de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions représente 0,8 \$ (0,7 \$ en 2009). Le coût de la rémunération a été calculé d'après le modèle Black-Scholes selon les hypothèses suivantes :

Durée prévue	5,25 ans
Taux d'intérêt sans risque	2,416 %
Volatilité prévue	21,1 %
Rendement du dividende	1,54 %

Régime d'options d'achat d'actions fictives fondées sur le rendement

Sobeys a mis en place un régime d'options d'achat d'actions fictives fondées sur le rendement pour les salariés admissibles de Sobeys. En vertu de ce régime, les parts sont octroyées au gré du conseil en fonction de la valeur comptable théorique de Sobeys liée à une formule particulière. Au moment de la mise en œuvre du régime, les parts comportaient une période d'acquisition de trois ans, 33,3 % des parts devenant acquises chaque année. Les parts émises par la suite comportent une période d'acquisition de quatre ans, 25,0 % des parts devenant acquises chaque année. Comme la valeur théorique de Sobeys fluctue, les salariés ont droit à une augmentation progressive de la valeur comptable théorique sur une période de cinq ans. La Société constate une charge de rémunération qui correspond à la variation de la valeur théorique par rapport à la valeur d'octroi initiale selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la période d'acquisition. Après la période d'acquisition, toute variation de la valeur comptable théorique différentielle est immédiatement comptabilisée en charge de rémunération. Elle est comptabilisée comme charge à payer jusqu'au règlement et fait l'objet d'une nouvelle évaluation par la Société à chaque période intermédiaire et annuelle. Au 30 octobre 2010, 1 778 936 parts (1 411 994 au 31 octobre 2009) étaient en circulation et, pour les périodes de 13 semaines et 26 semaines terminées le 30 octobre 2010, la Société a constaté une charge de rémunération de 3,0 \$ et 5,0 \$ (3,9 \$ et 6,0 \$ en 2009), respectivement, en lien avec ce régime.

20. Données comparatives

Les données comparatives ont été reclassées, au besoin, afin qu'elles soient conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

Renseignements: Paul V. Beesley, vice-président principal et chef des services financiers, 902-755-4440